



**N'oubliez pas  
de vous  
réabonner!**

## **L'agriculture nourrira-t-elle son homme?**

**QUEL(LE)S AGRICULT(E)UR(E)S?**

Pistes, controverses  
et reportages

**QUELS OBJECTIFS  
DU MILLÉNAIRE**

pour le développement  
après 2015?

# sommaire

JANVIER-FÉVRIER 2014



**6 >**  
**Renforcer  
les femmes**  
pour diminuer la faim



**18/19 >**  
**Semer à  
tout vent**



**28/29 >**  
**Objectifs  
du millénaire  
2.0 15**



## > DOSSIER AGRICULTURE

### Comment nourrir 7 milliards d'êtres humains? > 4

- 7** 2014 année internationale de l'agriculture familiale
- 8** Sécurité et souveraineté alimentaire
- 9** Le mouvement paysan congolais est en marche!
- 10-11** Et les antilopes à nouveau galopent
- 12-13** Mission spéciale parlementaire: sécurité alimentaire!
- 14-16** La controverse OGM
- 17** La recherche pour l'agriculture des Grands Lacs
- 20-21** La sécurité sanitaire alimentaire
- 22** Dattes fraîches plus longtemps, producteur content...
- 23** Des projets agricoles qui échouent... Pourquoi?
- 24-25** Le PAM achète pour le progrès
- 26** Le quinoa devient-il trop populaire ?
- 27** Produit équitable, niveau de vie acceptable...
- 30-31** Poser les jalons d'une économie durable
- 32** Grands Lacs: La Belgique s'engage!
- 33-35** Petite Dimension
- 36** Parenthèse béninoise



Des agriculteurs de la commune de Karusi (Burundi), réunis en coopérative grâce à un projet 11.11.11, trient leurs patates fraîchement récoltées.

© D. Telemans/11.11.11

Périodique bimestriel de la Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (DGD)

Rédaction: DGD

Rue des Petits Carmes 15  
B-1000 Bruxelles  
Tél. +32 (0)2 501 48 81  
E-mail: info.dgd@diplobel.fed.be  
www.diplomatie.be • www.dg-d.be

Secrétariat de rédaction: Elise Pirsoul, Chris Simoens, Mia Van Aken

Création et production: www.mwp.be

Les articles publiés ne représentent pas nécessairement le point de vue officiel de la DGD ou du gouvernement belge. La reproduction des articles est autorisée pour autant que la source soit mentionnée et qu'une copie de la publication soit envoyée à la rédaction. *Dimension 3* paraît 5 fois par an tous les 2 mois sauf en été. Imprimé sur papier 100 % recyclé.

Abonnement: Gratuit en Belgique. À l'étranger seulement en version électronique.

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

## À quand la fin de la faim?

**I**l n'y a rien de plus basique : manger pour vivre. Un droit à la vie. Un droit que le monde contemporain est capable de remplir et qui devrait placer définitivement la faim au rang des archaïsmes. Pourtant, 13 % de la population mondiale souffre de sous-alimentation. Des chiffres choquants lorsque l'on sait que la grande part sont des agriculteurs et que 1/4 de la nourriture produite dans le monde est jetée sans avoir été consommée.

La production de nourriture -via l'agriculture et l'élevage- est la base de la vie humaine. Anesthésiés par les rayons saturés des supermarchés et les frigos débordant de nourriture, nous l'avons trop longtemps oublié. Dans les politiques économiques, l'agriculture était devenue moins importante que les flux financiers internationaux et les lucratives industries de transformation. Et si maintenant les Nations Unies, l'Europe et bon nombre de bailleurs ont remis l'agriculture au centre de leur agenda, des nouveaux défis menacent la production agricole : changements climatiques, accroissement de la population, dégradation des ressources naturelles, diminution des ressources fossiles, crises financières et économiques...

Ces défis font de "la sécurité alimentaire" l'affaire de tous, pays industrialisés y compris. Personne n'est à l'abri et les premières inquiétudes se font sentir dans la -jadis- riche Europe qui vit à présent sous le joug de l'austérité et qui compte chacun de ses euros. Des initiatives citoyennes apparaissent. Là un potager urbain, un groupement d'achat solidaire de l'agriculture paysanne, ici, une nouvelle ferme familiale, une ville en transition... Mais il faudra encore beaucoup d'innovations pour nourrir durablement le monde de demain. Ainsi, la question qui parcourt ce numéro est "comment nourrir 7-et bientôt 9- milliards d'humains?", en se penchant en particulier sur les paysans du Sud qui n'ont d'autres exigences que d'apporter le pain quotidien sur la table familiale. Les pistes, solutions ou difficultés sont multiples, à vous de juger...

De la terre nourricière, passons à un sujet plus terre-à-terre : vous l'aurez vu dans l'annonce ci-dessous, nous invitons nos lecteurs à renouveler leur abonnement. *Dimension 3* va en effet renouveler sa banque de données, faire peau neuve et développer une version numérique. Intéressés et curieux de connaître la suite ? Alors ne ratez pas le rendez-vous dans quelques mois et inscrivez-vous!

LA RÉDACTION

### MESSAGE IMPORTANT POUR NOS ABONNÉS:

**Dimension 3 met à jour sa liste d'abonnés. Aussi nous vous demandons de renouveler votre abonnement. Que devez-vous faire ?**

1. Au centre du numéro que vous avez entre les mains, vous trouverez une carte de réabonnement. L'envoi de cette carte est gratuit.
2. Surfez sur [www.dg-d.be](http://www.dg-d.be) ou [www.dimension-3.be](http://www.dimension-3.be). Sur ces sites, il est possible de renouveler l'abonnement facilement.

Les personnes qui se sont abonnées récemment (en 2012 ou en 2013) ne doivent rien faire ; leur abonnement est maintenu. Si vous avez un doute sur l'année de commencement de votre abonnement, il vous est possible de vous réabonner.

Les abonnements sous forme électronique, en Belgique ou à l'étranger, restent valables.

Cette annonce sera republiée deux fois dans *Dimension 3*, dans les numéros 2/2014 et 3/2014.

**Attention ! Seul le présent numéro contient la carte de réabonnement.**

À partir de l'été 2014, nous utiliserons la liste d'abonnés mise à jour. **Toutes les personnes qui se sont abonnées avant 2012 et qui n'auront pas réagi ne recevront plus *Dimension 3*.**

Merci pour votre collaboration.

N'oubliez pas de vous réabonner !

édito

Dimension 3

# Comment nourrir 7 milliards d'êtres

**...Avec la nourriture issue de l'agriculture, pardi. Mais quelle agriculture et pratiquée par qui? La question est un débat en soit: il y a ceux qui pensent qu'il faut augmenter la production d'aliments à grande échelle, et d'autres qui pensent qu'il faut donner la possibilité à chacun d'assurer sa propre production, il y a encore ceux qui pensent que la technique, voir la génétique sauvera le monde, d'autres qui votent pour des techniques naturelles élaborées...**

## Investir dans l'agriculture

Longtemps, l'agriculture a souffert de sous-investissement. Dans certains pays, elle ne représentait que 1 ou 2 % du budget national. Après des décennies de crises alimentaires et de famines à répétition dans les pays du Sud, la Banque Mondiale a préconisé dans son rapport sur le développement du monde en 2008 de replacer l'agriculture au centre de la lutte contre la pauvreté. La crise alimentaire qui est survenue au même moment, et les défis du changement climatique (qui a un impact important sur la production agricole) a renforcé cette conviction. Depuis, les pays africains se sont engagés à porter à 10 % le budget consacré à l'agriculture<sup>1</sup>, même si cela reste un vœu pieux dans beaucoup de pays. Les bailleurs ont tendance à ré-investir dans l'agriculture, et la coopération belge se distingue à ce sujet.

## La révolution verte

L'argument est celui-ci : avec le boom démographique et le défi des changements climatiques, il faudra multiplier par

2 la production agricole pour nourrir les 9 milliards de personnes qui peupleront la planète en 2050. Or la pression sur les ressources naturelles étant aujourd'hui déjà difficilement soutenable, il faudra rien de moins qu'une troisième révolution verte pour résoudre le problème... Cette révolution verte -ou agricole- consiste à transformer les agricultures des pays peu industrialisés en intensifiant les cultures et en utilisant des variétés de céréales à haut potentiel de rendement, des intrants (engrais ou phytosanitaires) et des techniques d'irrigation.

L'occident a connu sa révolution verte dans les années soixante suite aux progrès scientifiques et techniques dans le domaine de la chimie et des engins agricoles. La productivité a alors grimpé et serait à l'origine (selon certains) de la forte croissance démographique. Cependant cette révolution agricole a montré sa face sombre : pollution, perte de la biodiversité, disparition progressive de la petite paysannerie, exode rural, augmentation des besoins en énergie fossile...

L'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM, v. p 14) est un pas plus loin encore – et largement controversé – dans l'utilisation de la science dans la production agricole.

## Sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire

Selon Jean Ziegler, économiste et ancien Rapporteur spécial du droit à l'alimentation, les ressources actuelles de la planète sont suffisantes pour nourrir 12 milliards d'humains. C'est la mainmise sur les matières premières qui crée une pénurie. Par ailleurs, la question de l'accaparement des

terres agricoles du Sud par de grandes sociétés commerciales devient explosive. La question ne serait donc pas d'augmenter la productivité globale mais de donner la possibilité à tous d'avoir accès aux aliments. Car chacun a droit à une alimentation suffisante. La souveraineté alimentaire (l'autosuffisance locale en nourriture) est une façon d'assurer la sécurité alimentaire. (v. p. 8).



## Agroécologie-agroforesterie

Selon Olivier De Schutter, Rapporteur spécial du droit à l'alimentation, l'approche écologique pourrait être l'une des solutions. "L'agroécologie est une manière de répondre aux défis de ce siècle (...). Elle est source de résilience, aussi bien à l'échelle d'une région ou d'un pays qu'à l'échelle du ménage individuel. L'Afrique où l'on tente aujourd'hui de relancer une 'Révolution verte', importe 90 % de ses engrais chimiques: (...) c'est une base fragile sur laquelle bâtir une prétendue sécurité alimentaire. Comme les pays, les paysans



# humains? ...



## L'agriculture au centre de la coopération belge

La coopération belge au développement soutient l'agriculture familiale durable. Via la coopération technique belge (CTB), elle vise à améliorer la sécurité alimentaire et à contribuer à une croissance économique durable, selon 4 axes :

- augmentation de la production (grâce à la formation, l'irrigation, les semences...)
- accès aux marchés pour la commercialisation (via des moyens de communication et le renforcement des coopératives)
- renforcement des capacités des ministères, de la société civile et des organisations de paysans
- renforcement de la position de la femme.

### Impact spécial agriculture

Impact est une revue biannuelle qui braque les projecteurs sur les résultats des interventions dans un secteur particulier. Le dernier numéro se penche sur l'agriculture, un secteur prioritaire pour la coopération technique belge dans 11 pays (Afrique et Amérique latine).

<http://www.btcctb.org/fr/publications/impact-agriculture-novembre-2013>

qui dépendent d'intrants coûteux pour leur production ne sont pas à l'abri des chocs économiques qui peuvent résulter des brutales hausses de prix. Au contraire, lorsque les biopesticides ou les engrais organiques sont produits localement – comme à travers



## Ceux qui souffrent de la faim dans le monde sont ainsi essentiellement des paysans et des paysannes, qui nourrissent la population mondiale.

le compost ou le fumier ou par l'utilisation de plantes qui peuvent capter l'azote et fertiliser les sols -le coût de production chute, et les revenus nets augmentent de manière spectaculaire." ("Agroécologie en pratique", Agrisud, 2010). L'agroécologie est une approche du développement agricole qui s'inspire à la fois de l'agriculture traditionnelle et de l'écologie.

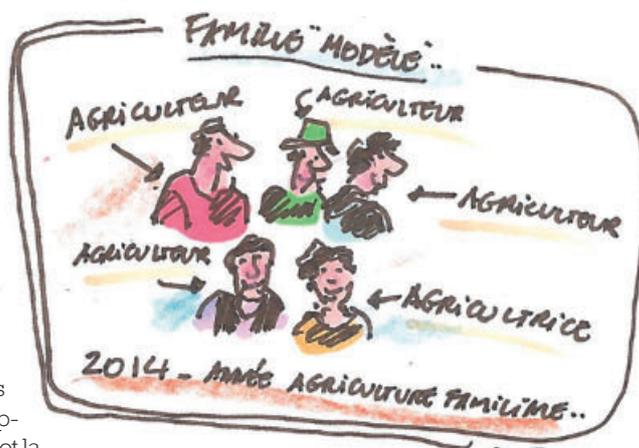
Les techniques traditionnelles sont la base des connaissances scientifiques modernes et différentes dimensions sociales, économiques et culturelles sont prises en compte. Le rendement peut-être très élevé et ses techniques peu coûteuses pour l'agriculteur. L'agroforesterie (voir article p 10) est une des techniques d'agroécologie.

### Appui à une agriculture paysanne

"La responsabilité de nourrir l'humanité revient à ceux qui produisent la nourriture, c'est-à-dire les paysans. Il n'est pas normal qu'ils aient faim" s'indigne Sekou Diarra, président de la CAD Mali (Coalition des Alternatives africaines, Dette et Développement). En effet, les trois quarts des habitants pauvres des pays en développement vivent en milieu rural, et la plupart d'entre eux tirent, directement ou indirectement, leur subsistance de l'agriculture. Ceux qui souffrent de la faim dans le monde sont ainsi essentiellement des paysans, producteurs et fournisseurs des denrées alimentaires qui nourrissent la population mondiale. (World Bank, 2008).

"Le paysan produit sa propre alimentation, vend le surplus et crée la richesse." continue Sekou Diarra. "Le problème est que nous n'avons pas accès aux techniques de transformation. Dans mon pays le Mali, nous sommes les premiers en élevage de bétail mais aussi les premiers à importer de la vache qui rit et du lait en poudre...". C'est pour rendre aux paysans l'attention qu'ils méritent dans les politiques nationales que l'ONU a décrété 2014 "Année internationale de l'agriculture familiale" (v. p. 7). Les femmes, principales responsables et actrices des travaux de la terre y seront au centre de l'attention.

ELISE PIRSOU



ONLINE

Voir la fiche théma du dim3 n°2/2011 sur [www.dimension-3.be](http://www.dimension-3.be)

<sup>1</sup> Dans 'l'engagement de Maputo'

# Renforcer les femmes

## POUR DIMINUER LA FAIM

**Dans la lutte contre la faim et la malnutrition, la stratégie la moins coûteuse et la plus efficace consiste à renforcer la position de la femme, d'après le rapport d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation.**

### FEMMES DES CHAMPS

Mère célibataire de deux enfants en Éthiopie, Amaretech (29 ans) vit chez ses parents. Elle s'occupe seule d'une terre de 0,75 hectare. Dans sa région, le Tigré, les femmes peuvent posséder des terres, mais il leur est défendu de labourer, un travail qu'elles doivent faire réaliser par un homme en échange de la moitié de la récolte. Ce procédé met à mal la sécurité alimentaire d'une contrée où 30 à 40 % des familles reposent sur une femme. Le Tigré a perdu beaucoup d'hommes sous le régime du Derg et lors de la guerre contre l'Erythrée.

Heureusement, Amaretech a pu compter sur le programme de Caritas et ADCS (voir Dimension 3, avril 2013). Après de longues discussions avec ses parents, les anciens du village et, surtout, les responsables religieux, le tabou a été brisé petit à petit... "Il y a trois ans, j'étais au champ avec un bœuf pour la première fois, terrifiée", dit-elle en riant. "Mais aujourd'hui, labourer fait pour moi partie de la routine ! Et mes parents, qui s'y étaient tellement opposés, sont ravis que je puisse le faire." Ils en voient aussi le résultat et sont conquis. Au début du programme, Amaretech a reçu un bœuf en prêt, d'une valeur de 3.000 birrs (116 euros). Elle a pu vendre l'animal, une fois engraisé, pour 6.000 birrs et acheter ainsi un autre bœuf, mais aussi un mouton, des poules et des rongeurs. Actuellement, Amaretech peut économiser 50 birrs (2 euros) par mois et investir même dans l'or.

**D**ans les pays en développement, les femmes produisent 60 à 80 % de la nourriture, une proportion accentuée par l'exode croissant des hommes vers les villes, à la recherche de travail. Aussi est-il capital de garantir réellement aux femmes des chances égales à celles des hommes, insiste le rapport d'Olivier De Schutter *Gender equality and food security: women's empowerment as a tool against hunger*. Si elles disposaient du même accès que les hommes aux moyens de production (semences, engrais, crédits, informations, terres, etc.), le rendement de leurs récoltes augmenterait de 20 à 30 %. Ce qui se traduirait par une hausse de 2,5 à 4 % de la production agricole dans les pays en développement et par une baisse de 12 à 17 % du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde !

#### Cercle vicieux

La discrimination est le fruit d'un cercle vicieux. Moins scolarisées, les femmes occupent une position plus fragile au sein de la famille. Outre les travaux des champs, elles doivent remplir nombre d'autres tâches (non rémunérées et sous-évaluées), qu'il s'agisse de la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou des malades, de l'approvisionnement en eau ou en bois, ou encore de la préparation des repas. Elles n'ont donc que rarement la possibilité de quitter la maison pour suivre des formations ou chercher du travail. Fréquents, les mariages précoces produisent des mamans très jeunes.

#### Tous secteurs confondus

Il est difficile mais nécessaire de sortir de ce cercle vicieux, estime De Schutter. Ce changement aboutirait



En donnant aux femmes les mêmes droits que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim diminuerait entre 12 et 17%.

à l'amélioration notable de la sécurité alimentaire, à faible coût. C'est pourquoi le rapport invite tous les pays à définir une stratégie de promotion de l'égalité des sexes dans l'ensemble des secteurs. Il ne suffit pas de garantir aux femmes un accès complet à l'éducation, la terre et l'argent ; des investissements sont également requis dans le domaine de la garde des enfants et de l'approvisionnement en eau et en énergie. Pour un véritable changement, les hommes doivent comprendre l'intérêt, pour la famille entière, du renforcement des droits de la femme. Sans oublier que les femmes doivent être mieux représentées dans les organes décisionnels, dans les villages jusqu'au parlement national.

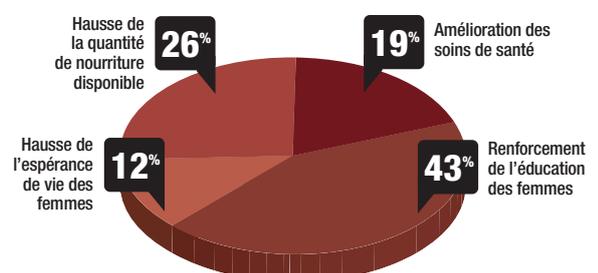
CHRIS SIMOENS



ONLINE  
[www.srfood.org](http://www.srfood.org)

#### Origines de la réduction de la faim dans les pays en développement (1970-1995)

La réduction de la faim ces 25 dernières années peut être attribuée, à hauteur de 55 %, au renforcement de la position de la femme dans la société.



# 2014

## ANNÉE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE



**Plus de 400 millions de petites fermes familiales à travers la planète, et en particulier dans le monde en développement, produisent de quoi nourrir leur famille et la population locale. En tout des milliards de gens.**

L'ONU leur rend hommage avec l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 pour leur contribution significative à l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable. L'objectif est de remettre l'agriculture familiale au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux, et aider à identifier des moyens efficaces pour soutenir l'agriculture familiale.

*"Produire de la nourriture pour les siens et pour l'humanité est l'une des tâches les plus nobles qu'il soit. Nous autres paysans voulons vivre avec la terre et de la terre. (Avec cette année internationale), nous faisons un pas important en construisant à l'intérieur de la FAO la reconnaissance d'un mouvement qui prenne en compte la diversité du monde paysan, du monde indigène et le rôle de la femme dans l'agriculture familiale."*

**FRANCISCA RODRIGEZ**, association des femmes rurales indigènes (Chili-Via Campesina latina)

<http://www.fao.org/family-farming-2014/home/fr/>

# SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire, droit à l'alimentation sont trois concepts qui touchent à l'alimentation des individus et qui recouvrent chacun un aspect particulier de la capacité de l'homme à se nourrir.



coalitie tegen de honger  
coalition contre la faim

En Belgique, la **Coalition contre la faim**, un regroupement d'ONG et d'organisations paysannes impliquées dans le soutien à l'agriculture, approfondit ces notions en relation avec des organisations paysannes des pays sub-sahariens et promeut de cette façon une meilleure cohérence des politiques belges en faveur du développement. Les actions de plaidoyer politique et de dialogue politique sont financées par le **Fond belge de sécurité alimentaire** dont, vous l'aurez deviné, l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire auprès de la population de l'Afrique subsaharienne. (voir article p 12)

**L**a **sécurité alimentaire** est le plus utilisé des trois termes. Pour reprendre la définition utilisée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle existe "lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active". La sécurité alimentaire et nutritionnelle comprend au départ quatre dimensions que sont l'accès, la qualité, la disponibilité et la stabilité de la nourriture, et se rapproche donc en cela du concept de **droit à l'alimentation** qui inclut le droit à ces mêmes dimensions. Mais le terme a souvent été réduit par les responsables politiques à assurer la disponibilité d'une alimentation en quantité suffisante et à bas prix pour les populations. Les responsables politiques ont donc imaginé des marchés agricoles libéralisés faisant confiance au marché pour assurer la sécurité alimentaire des populations, c'est-à-dire une alimentation suffisante et à bas prix. Pourtant l'ouverture des marchés agricoles n'a pas mis fin au problème de la faim dans le monde, bien au contraire.

C'est face à ce constat que le terme de **souveraineté alimentaire** a été inventé par la coordination internationale des mouvements paysans *La Via Campesina* lors du Sommet de l'alimentation organisé par

la FAO à Rome en 1996. Il souligne le droit des populations à choisir leurs politiques alimentaires et agricoles, tant que ce choix ne porte pas préjudice à l'exercice du même droit par d'autres. Face au système agroalimentaire actuel où prévaut la loi du plus fort, la souveraineté alimentaire représente avant tout une exigence de démocratie. À l'inverse des principes de



privatisation et de libre marché promus par les Institutions financières internationales et l'OMC, la souveraineté alimentaire vise à promouvoir l'agriculture familiale durable et à protéger les ressources naturelles, la biodiversité, la santé des consommateurs ainsi qu'un emploi agricole en nombre et justement rémunéré.

Au Mali, les petits agriculteurs et éleveurs constituent 65 % de la population moyenne. Pourtant, seuls 7 % du budget national sont

destinés à l'agriculture. L'Etat désinvestit le secteur agricole et laisse libre cours aux acteurs extérieurs. Ces derniers sont la plupart du temps les promoteurs d'une production agricole intensive à grande échelle et souvent destinée à l'exportation. Face aux difficultés de plus en plus grandes rencontrées par l'agriculture familiale, les jeunes générations se dirigent vers d'autres activités plus rémunératrices. Le Mali devient donc progressivement un pays dépendant d'importations pour son alimentation soumettant ses habitants aux cours mondiaux des matières premières agricoles. Dès que les prix agricoles mondiaux grimpent, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population malienne est mise en péril.

En résumé, pour assurer la sécurité alimentaire à long terme, ou plutôt réaliser le droit à l'alimentation des populations, le modèle politique à appliquer est celui de la souveraineté alimentaire dont l'atteinte des objectifs sera facilitée par une meilleure implication des organisations paysannes (OP) des pays et une coordination des actions de l'Etat avec ces OP dans les programmes de développement agricole et économique.

NATHALIE JANNE D'OTHÉE  
Coalition contre la faim



ONLINE

[www.oxfammagasinsdumonde.be/thématiques](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/thématiques)

# Le mouvement paysan congolais EST EN MARCHÉ!

## DES PAYSANS MIEUX STRUCTURÉS POUR UNE LÉGITIMITÉ RENFORCÉE

**Au Congo, plus de 70% de la population est paysanne vit - ou survit - de l'agriculture familiale. Or, la politique agricole nationale, tout comme certains bailleurs internationaux, tarde à considérer ce groupe-cible, et les paysannes en particulier, comme un moteur de développement durable. D'où l'importance pour ces hommes et ces femmes de se regrouper en organisations paysannes afin d'asseoir leur légitimité à tous les niveaux de pouvoir, en parlant d'une seule voix. Rencontre à Kikwit avec quelques-unes des organisations appuyées par la coopération belge.**

**L**a rencontre a lieu dans les bureaux de la Fédération des Organisations paysannes du Bandundu (FOPABAND). Sur un mur, une devise nous interpelle: **"Tout ce que l'on peut faire pour le bien-être des paysans sans l'implication des paysans reste contre les paysans."** Autrement dit, il va falloir désormais compter avec les paysans, comme le résume Jacques Mitini, Président de la FOPABAND depuis deux ans: *"Jusqu'il y a peu, nous pensions - à tort - que tout devait être fait par l'Etat, par les autres. Or, ceux qui nous gouvernent maintiennent les paysans dans un état de pauvreté. Chaque jour, le fruit de nos récoltes part pour nourrir Kinshasa et cela ne nous rapporte quasi rien. Nous avons dès lors décidé de nous regrouper, de nous structurer afin de devenir une force pour mieux relayer notre plaidoyer"*. Mais quel est le problème? Celui-ci est multiple, avec toujours le même constat: la non association des paysans tant aux politiques



Rencontre avec la délégation paysanne du Bandundu (Fopaband)

de financement agricole et des infrastructures qu'à la conception des projets menés par les bailleurs internationaux. Résultat: des infrastructures déficientes, l'absence de filières de transformation dans les villages, des paysans qui se retrouvent à la merci des commerçants qui leur imposent un prix d'achat bien trop bas...

Mais les choses sont en train de changer, notamment grâce au projet "Synergie et complémentarité" initié par l'Alliance AGRICONGO, un projet d'appui au plaidoyer agricole et à la structuration provinciale et nationale du mouvement paysan congolais, porté par des ONG locales et belges.

Dans le cadre de ce projet, vingt-six ateliers thématiques ont été organisés en 2013 dans les provinces du Bandundu, du Bas-Congo, de l'Équateur, du Nord et du Sud Kivu. L'objectif? Professionnaliser les capacités des paysans pour promouvoir leurs valeurs portées par l'agriculture et la défense de leurs intérêts. Lors de ces ateliers, les délégués ont pu débattre de la Loi agricole, de la problématique foncière - en mettant en avant la situation particulièrement difficile des femmes paysannes, des infrastructures rurales et du financement agricole et de la structuration du mouvement paysan.

Résultat? Une prise de conscience des paysans, une confiance en leurs valeurs retrouvée, une voix de plus en plus écoutée par les autorités nationales et les bailleurs, un lien plus fort entre les organisations, les fédérations provinciales et la confédération nationale, ainsi que l'élaboration d'une liste de revendications. Citons, entre autres: des micro-crédits pour acheter des semences améliorées et des outils de travail, des routes praticables, la formation professionnelle, des entrepôts de stockage et surtout, le retour des filières de transformation. Sans oublier l'autonomisation des femmes, comme le rappelle maman Linafuta, Présidente de l'union *"Femmes debout pour le développement"*: la femme n'est pas suffisamment prise en compte. Or c'est elle le moteur, c'est elle qui est à la base de toutes activités de l'agriculture (semis, récolte, labours...). Le développement du secteur agricole ne peut se faire sans le développement des femmes. D'où ce cri du cœur lancé par les paysans et les paysannes à la Belgique pour les appuyer jusqu'au plus haut niveau *"Il suffit juste d'un coup de pouce et nous réussirons!"*.

MARTINE WARCK



## RD CONGO : AGROFORESTERIE À IBI-BATÉKÉ ET LES ANTILOPES À NOUVEAU GALOPENT

Comment à la fois contribuer à la lutte contre la déforestation et le changement climatique, développer une communauté, faire de la recherche, récolter de quoi manger et vendre et générer des profits ? C'est la difficile équation que tente "IBI village" en RD Congo. L'agroforesterie y est utilisée pour la production agricole mais aussi pour générer des crédits-carbone et le développement d'un vaste territoire.

### La forêt qui surgit de la savane

À environ 140 km de Kinshasa, la savane qui longeait notre route se transforme soudain en forêt. Nous sommes à l'entrée du site d'Ibi village, sur le plateau des Batéké. Un homme de stature impressionnante coiffé d'un chapeau avec une

plume, insigne du chef coutumier, pointe le doigt vers la forêt : "C'est un puits de carbone. Ces arbres captent environ 60.000 tonnes de CO<sub>2</sub>".

Olivier Mushiète, Belge de par sa mère, Congolais et chef coutumier de par son père, a hérité d'un domaine de 22.000

### REDD+

Issu du protocole de Kyoto, le crédit-carbone avait pour but de faire payer les grands pollueurs et valoriser la conservation des forêts dans les pays en développement. Ainsi, un crédit carbone équivaut à 1 tonne de CO<sub>2</sub> non émise, soit la réduction des émissions du pollueur, soit lorsqu'il investit dans des projets de captage de carbone. Les crédits ainsi obtenus sont ensuite soustraits du bilan carbone de la société ou échangés. Une forêt est considérée "puits de carbone" si elle est certifiée REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement). On estime que la déforestation mondiale est la source de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La foresterie offrirait un grand potentiel pour fournir des solutions économiques de réduction de gaz à effet de serre entre aujourd'hui et 2030.

Infos : [www.iisd.org](http://www.iisd.org)



Transformation du manioc produit par agroforesterie à IBI.

## L'AGROFORESTERIE

L'agroforesterie est un mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages. C'est une technique d'agroécologie (voir p.4) utilisée depuis la nuit des temps soit en plantant des arbres au sein de la parcelle agricole ; soit aux abords, soit en faisant cohabiter les arbres et animaux domestiques. Les arbres agroforestiers constituent un stock non négligeable de carbone, à la fois dans leur bois, mais aussi dans le sol qui est enrichi en profondeur en matière organique par la décomposition continue de leurs racines fines, année après année. Par ailleurs, ces racines favorisent la circulation de l'eau profonde et l'infiltration de la pluie pour recharger la nappe. Les plantes résistent ainsi mieux aux sécheresses et à la chaleur. Cet enracinement profond permet aussi de récupérer les nitrates – engrais naturels – en profondeur et de limiter la pollution des eaux.

Des chercheurs séjournent à Ibi pour y faire des recherches.

Plus de 70 % des Congolais sont des paysan(ne)s qui vivent de l'agriculture de subsistance. Leur technique est l'agriculture itinérante sur brûlis : les champs sont d'abord défrichés par le feu et cultivés pendant une brève période pour être ensuite mis en jachère. La forêt congolaise qui s'étend sur 60 % du territoire (et représente 10 % des forêts mondiales, ce qui en fait le deuxième poumon de la planète) est mise à mal par cette technique et les incendies et se transforme peu à peu en savane.

hectares à la mort de celui-ci. Armé d'un diplôme d'agronome, il a décidé de transformer ces vastes étendues de savanes peu fertiles à l'aide de l'agroforesterie. C'est ainsi qu'il a créé, avec son frère et sa sœur, la société Novacel. La forêt labellisée REDD+ (voir encadré) est considérée comme "puits de carbone" dont on peut vendre des "crédits-carbone". En 2011, Novacel a vendu 350.000 tonnes "d'air" pour 1,6 million d'euros à Danone. La Banque mondiale et la société Orbeo sont également clients... Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg d'un projet multidimensionnel et intégré pensé par Olivier Mushiete.

### Agro écologie et puits de carbone

Avant, c'était la savane. Terre peu fertile. En y plantant simultanément des acacias et du manioc, elle a maintenant une production très élevée. Car, au-delà des

crédits-carbone, la reforestation sert à un projet ambitieux : "Nous voulons devenir le grenier à manioc de Kinshasa" confie Mushiete. Rien que cela... "La capitale a une forte demande alimentaire ; Kin consomme pour l'instant environ 1.000 tonnes de manioc. IBI (projet +village) en produit environ 4 %, l'objectif serait d'atteindre les 10 %".

Le professeur d'agriculture, Jean Lejoly, maintenant retraité de l'ULB, a rejoint le projet depuis quelques années. Il a emporté avec lui sa connaissance et sa passion pour l'agroécologie. À IBI village, il a trouvé le lieu idéal pour réaliser son rêve : un projet d'agroforesterie à grande échelle, un terrain de recherche, et un potager lui assurant l'auto-subsistance. Il contribue activement au projet en continuant ses recherches et comme membre actif du SLCD (l'ONG belge Service Laïque de Coopération au

Développement). Il a également créé GI Agro (Groupe d'Initiatives pour l'Agroforesterie en Afrique).

L'ONG et le groupe privé travaillent ainsi en synergie. Le "puits de carbone" constitué par la plantation d'arbres riches en azote sert de fertilisant pour les terres arables. Les sols enrichis (sans apport d'engrais ou de pesticides chimiques) ont une production remarquable. En 2012, plusieurs centaines de personnes ont pu vivre du commerce du manioc produit sur 350 hectares.

### Un village

Ibi -qui signifie "la source"- c'est avant tout le vaste territoire des Batéké, peuplé de plusieurs villages. Y vivent, et profitent des retombées du projet au total 1200 personnes, plus 300-400 ouvriers. "Chaque paysan reçoit 1,5 hectares à cultiver et des outils sont mis à sa disposition. La récolte est rachetée ensuite par le projet" précise le chef coutumier. GI Agro diffuse ses techniques agroforestières, respectueuses de l'environnement auprès des habitants des 10 hameaux installés sur le territoire d'Ibi village. Ainsi, le SLCD soutient le GI-AGRO (394.115 € pour 3 ans, cofinancé par la coopération belge).

En outre, GI Agro organise l'éducation (école primaire et secondaire pour les enfants, internats, crèche, formation en alphabétisation), la commercialisation des produits du terroir sous forme de coopérative, la santé avec le dispensaire qu'elle a bâti dans le village (permettant les soins de base.). "Ibi, c'est un vrai PPPP : partenariat public-privé-population" conclut l'agronome en riant.

Ibi, c'est une véritable ruche. Car le lieu accueille aussi des étudiants, congolais ou internationaux qui viennent ici faire des recherches. On s'y emploie à d'innombrables autres activités comme la production d'énergie, la récupération du bois pour la vente ou le charbon, la fabrication de briques en terre stabilisée pour usage local ou la vente, etc. Car, à Ibi, rien ne se perd, tout se transforme et profite au projet... Et, détail non négligeable, grâce à la reforestation, la faune à Ibi a repris "du poil de la bête". Sur le plateau des Batékés, on voit à nouveau des antilopes galoper...

ELISE PIRSOU



ONLINE  
www.ibi-village.cd

# MISSION SPÉCIALE PARLEMENTAIRE:

Initiative parlementaire unique en son genre, le *Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA)*, agit dans les pays d'Afrique les plus touchés par la faim. En novembre, le groupe de travail du FBSA s'est rendu sur le terrain pour voir différents projets et inaugurer le nouveau programme du Burundi.



Centre de formation professionnelle de Gisuru (cours de couture) : des jeunes non scolarisés ont la possibilité d'apprendre un métier.

© DSD/T. Hergens

**T**ous les trois à quatre ans, le groupe de travail du *Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA)* rend visite à un pays partenaire (voir cadre). Fin 2013, le groupe s'est rendu au Burundi pour visiter les projets de développement et inaugurer officiellement le nouveau programme pays du FBSA. Les parlementaires ont aussi participé à la première table ronde de la coalition contre la faim dans le Sud (voir p. 6).

## Au-delà de l'agriculture

Ce sont des images de distribution de colis de nourriture qui évoquent le plus souvent l'amélioration de la sécurité alimentaire. Cependant, la distribution de nourriture fait plutôt partie de l'aide humanitaire. Par nature, l'action du FBSA est quant à elle structurelle ; elle vise donc un

développement à long terme susceptible d'améliorer la sécurité alimentaire. Pour y parvenir, il convient de faire en sorte qu'une quantité suffisante de nourriture saine soit disponible quotidiennement, en libre accès. Les mesures agricoles

seules ne permettent pas d'atteindre cet objectif, qui repose sur d'autres éléments cruciaux : soins de santé, valeur nutritive des aliments, eau potable, compétence des administrations locales, microfinancement, hygiène, marchés, etc.

## GROUPE DE TRAVAIL PARLEMENTAIRE DU FBSA

Le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) est une initiative parlementaire. En conséquence, il est piloté et suivi par un groupe de travail parlementaire qui se réunit au minimum une fois par an. Composé de représentants de (1) chaque groupe parlementaire, (2) du ministre de la Coopération au développement, de sa cellule stratégique et de son administration, (3) des organisations non gouvernementales belges, (4) de la Coopération technique belge (CTB) et (5) des organisations multilatérales partenaires du Fonds, le groupe de travail du FBSA est présidé actuellement par le député Christophe Lacroix.

Le mandat du groupe de travail du FBSA consiste à formuler des recommandations sur les orientations stratégiques du FBSA. Concrètement, cela signifie que le groupe établit le classement des pays pour la mise en œuvre des programmes, qu'il formule des recommandations sur la base d'évaluations et de rapports, qu'il traduit les observations du FBSA sur le terrain en propositions stratégiques et qu'il rend visite tous les trois à quatre ans à un pays partenaire.

# sécurité alimentaire!

## Des projets

La délégation s'est rapidement mise au travail, car les partenaires du Fonds souhaitent leur faire découvrir de près leurs actions. Il y avait donc de nombreux sites à visiter. Les ONG *Louvain Coopération* et *Caritas International Belgique*, entre autres, ont ainsi pu montrer de quelle manière elles aident des familles vulnérables à produire des légumes et élever du (petit) bétail. Les parlementaires ont constaté comment ces familles stockent leurs récoltes pour mieux résister à la saison sèche et comment elles adaptent les cultures aux différents sols. Le Burundi connaît deux types de systèmes agricoles: la culture dans les marais de plantes pour l'exportation, comme le riz et le maïs, et la culture dans les collines de plantes destinées à la consommation personnelle, telles que les pommes de terre, les haricots et les bananes.

Coup de projecteur aussi sur les projets des ONG *Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale* et *Croix-Rouge de Belgique*, et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Ces organisations ont eu l'occasion de montrer leur expertise, à savoir l'aide en matière

de soins de santé et l'organisation de formations spécialisées. Le FIDA a mis l'accent sur les soins de santé, l'hygiène et l'éducation, et a organisé la visite d'un centre sanitaire, d'un hôpital, d'une infrastructure hydraulique et d'un centre de formation spécialisées pour orphelins.

## Lancement du programme au Burundi

La cérémonie officielle d'inauguration du programme du FBSA au Burundi a été un moment essentiel de la mission. Ce programme se démarque par la responsabilité que partagent les différentes organisations partenaires, en faveur d'un

L'action du FBSA est structurelle; elle vise un développement à long terme susceptible d'améliorer la sécurité alimentaire.

objectif commun: l'amélioration de la sécurité alimentaire. Il s'étalera de 2013 à 2018 dans l'Est du Burundi, dans la région du Moso, avec un budget de près de 14 millions d'euros consacrés aux communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya. Les domaines concernés

sont nombreux: agriculture (amélioration de la fertilité, lutte contre l'érosion des sols, fourniture de semences et d'engrais, etc.), approvisionnement en eau, soins de santé, formations spécialisées, ouvertures de crédit et soutien des organisations d'agriculteurs, des groupes de solidarité et des pouvoirs locaux.

La ministre burundaise de l'agriculture et de l'élevage, Odette Kayitesi ainsi que les membres de la délégation belge ont souligné l'importance d'une bonne collaboration entre les partenaires pour, comme l'a déclaré le président Christophe Lacroix, "atteindre ensemble l'objectif final, qui est l'amélioration de la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables de la population".

## Une bonne année

Le lancement du programme au Burundi a été le bouquet d'une bonne année. Après le Mozambique, l'État africain a été le deuxième à bénéficier d'un programme pays du FBSA en 2013, ce qui porte à trois le nombre de pays bénéficiaires si l'on compte le Mali, où le programme a été lancé en 2011. Les programmes destinés à la Tanzanie, à la République démocratique du Congo, au Bénin et au Niger sont en chantier.

## Thématiques prioritaires

Pour les parlementaires, la mission a été très instructive. Principalement marqué par la complexité du développement, le groupe de travail garde en mémoire plusieurs thématiques, dont la question difficile des droits fonciers -surtout pour les femmes et les réfugiés sans terre après leur retour au pays-, les personnes les plus vulnérables, la pression sur les ressources naturelles, la démographie croissante dans un pays surpeuplé et les actions en faveur de la planification familiale.

THOMAS HIERGENS

## FONDS BELGE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) concentre ses efforts sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des groupes vulnérables dans des régions de l'Afrique subsaharienne frappées de plein fouet par l'insécurité alimentaire. Il a vu le jour en 2010 via une loi à l'initiative du parlement fédéral. Financé par la Loterie nationale et la Coopération belge au développement, le FBSA succède au Fonds de survie pour le Tiers-Monde créé en 1983, par le parlement belge, pour lutter contre la famine terrible qui a sévi en Afrique orientale dans les années 1980. Contrairement aux fonds qui l'ont précédé, le FBSA recourt à des programmes pays, qui sont de vastes programmes à l'échelle d'un pays portant sur plusieurs secteurs (approche multidimensionnelle) et exécutés par divers acteurs du développement (approche multi-acteurs). Chaque partenaire apporte son expertise et sa plus-value.



Cérémonie officielle d'inauguration du nouveau programme pays du FBSA au Burundi

# LA CONTROVERSE

Trente ans après la première plante manipulée par le génie génétique à Gand, les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont toujours matière à controverse. Nous vous proposons deux positions antagonistes.



ANTI  
OGM

## “LES OGM AFFAMENT”

Vandana Shiva est une activiste indienne opposante aux OGM. Avec son organisation non gouvernementale, Navdanya, elle prône une agriculture biologique à petite échelle fondée sur la biodiversité, les connaissances locales et la liberté de récolter les semences.

© Tsui Wikimedia Commons

**L**es organismes génétiquement modifiés n'ont pas droit de cité pour Vandana Shiva. “Les OGM affament”, déclare-t-elle. “Ils n'améliorent pas le rendement : ils augmentent les coûts, ils dopent l'utilisation de produits chimiques et ils sont étroitement liés à la rémunération des brevets.” Selon elle, les OGM sont avant tout un moyen pour les multinationales comme Monsanto de verrouiller leurs revenus. L'introduction d'un ou de plusieurs gènes permet en effet à ces firmes de déposer un brevet pour la nouvelle variété. Les agriculteurs se retrouvent alors contraints de déboursier des montants élevés pour acheter la semence génétiquement modifiée (GM), qui s'accompagne souvent d'engrais chimiques et d'herbicides coûteux.

En outre, les cultures GM ne tiennent pas leurs promesses. Le cas du coton Bt, en Inde, est édifiant. Modifié génétiquement, il est censé rendre inutile l'utilisation d'insecticides. “C'est tout le contraire : le coton Bt nécessite jusqu'à treize fois plus d'herbicides. Il a abouti à l'apparition d'autres maladies et son rendement est faible. Bon nombre d'agriculteurs indiens ont dû s'endetter pour acquérir la semence GM et ne voient plus d'issue. Parmi eux, on dénombre déjà 250 000 suicides. Et le lien entre ces décès et la présence du coton Bt est plus qu'évident.” Certains rapports indiquent pourtant que les agriculteurs cultivant ce type de coton s'en sortent mieux. “Cela fait partie de la propagande.

*La vérité ? Les cultivateurs faisaient pousser du millet, des pois d'Angole ET du coton avant de passer aux OGM. Ils mangeaient alors des plantes agricoles saines. Ils ne plantent désormais plus que du coton Bt.”*

Les OGM cadrent parfaitement avec la vision des multinationales, axée sur les monocultures. En effet, avec des cultures de ce type, la mécanisation peut facilement être introduite, tout comme l'utilisation d'engrais chimiques et d'herbicides, des substances souvent commercialisées par les mêmes multinationales. À première vue, le rendement par hectare semble élevé, mais il doit finalement s'incliner devant celui des cultures mixtes qui laissent place à une diversité importante de plantes agricoles. Du point de vue nutritionnel, les cultures mixtes génèrent concrètement un rendement dix à quarante fois supérieur par hectare, selon une étude réalisée par Navdanya. De plus, de par leur uniformité absolue, les monocultures sont plus vulnérables aux maladies et aux conditions météorologiques capricieuses qu'entraîne le changement climatique.

“De manière frappante, jusqu'à présent, il n'y a que quatre plantes agricoles GM (maïs, colza, coton et soja) avec seulement deux caractères (tolérance aux herbicides et résistance aux insectes). Pourquoi ? Parce que les multinationales s'enrichissent très facilement avec les brevets. Avant les années 1950, personne ne mangeait de soja mais suite aux brevets et à la promotion du soja, il est partout. Une part écrasante des cultures GM ne se retrouve d'ailleurs pas dans

*l'alimentation, mais dans les biocarburants, le textile et le fourrage”.*

Avec le “riz doré”, un riz génétiquement enrichi en vitamine A, le lobby des OGM souhaite “aider le Sud”. Dans certains pays comme l'Inde de nombreux enfants souffrent d'une carence en vitamine A pouvant entraîner la cécité ou la mort. Cette carence tire cependant son origine de la monoculture. “La diversité existante, avec les feuilles de kaloupilé, la coriandre et le potiron, entre autres, a une efficacité 300 fois supérieure pour remédier à la carence. Sans oublier que le riz doré est protégé par 80 brevets.”

Les organismes génétiquement modifiés ont aussi des effets indésirables évidents sur l'environnement et la santé. La pulvérisation de l'herbicide Roundup sur les cultures OGM résistantes aux herbicides a conduit à l'apparition de mauvaises herbes à l'épreuve du produit (*superweeds*). En outre, des études ont montré que des rats nourris avec des aliments GM tombaient gravement malades.

“La population mondiale se nourrit avec des aliments majoritairement issus de petites exploitations agricoles (72 %). C'est là que nous devons lutter contre la faim, via une approche plus écologique, avec davantage de biodiversité et sans OGM”, conclut Vandana Shiva.



ONLINE  
[www.navdanya.org](http://www.navdanya.org)

# OGM

## LES OGM SONT AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM

En 1983, à l'université de Gand, le Mexicain Luis Herrera-Estrella a présenté une première mondiale avec le professeur Marc Van Montagu, en annonçant dans une publication la première plante modifiée génétiquement. Herrera-Estrella est actuellement le directeur du Laboratorio nacional de Genomica para la Biodiversidad (Irapuato, Mexique).



© Cinvestav

**D'**après Herrera-Estrella, l'opposition à laquelle sont confrontés les organismes génétiquement modifiés tient en grande partie aux inquiétudes de la population, qui voudraient que les OGM soient un instrument utilisé par une poignée de multinationales pour dominer le marché des semences. Et il est vrai que ces firmes tendent à monopoliser le secteur. *"C'est ce que je constate aussi au Mexique, même si la culture des OGM y est quasiment inexistante. Les multinationales ont construit leur monopole à l'aide de variétés hybrides et commerciales."*

La position monopolistique de quelques multinationales n'a donc aucun lien avec les OGM proprement dits. *"Je pense que les pays en développement et émergents doivent définir une vision à long terme de développement rural qui donne la possibilité de mener des études distinctes aboutissant à la création d'OGM sur mesure qui aideront les cultivateurs locaux. Car les OGM ont une valeur ajoutée à offrir, aussi aux petits agriculteurs. Le défi qui consiste à nourrir neuf à dix milliards de personnes en 2050 est véritablement colossal. Nous aurons besoin de toutes les techniques disponibles, en ce compris celles du génie génétique, pour le relever. Ainsi, la résistance à la sécheresse sera capitale en raison du changement climatique. Par ailleurs, nous sommes parvenus à créer des plantes dont le métabolisme peut utiliser des phosphites qui réduit le besoin d'engrais phosphatés de 30 à 50 %, et rend inutile l'utilisation d'herbicides."*

Le dernier exemple montre que les OGM peuvent former un volet essentiel d'une approche agro-écologique. En effet, grâce à ces organismes, il est possible de réduire, parfois à zéro, le volume de produits chimiques utilisés. *"Je ne comprends donc pas pourquoi les OGM ne pourraient pas être conciliés avec l'agriculture biologique. Et ils ne doivent pas nécessairement être déclinés en monocultures."*

Si les principaux OGM, qui sont actuellement la propriété de grands producteurs de semences, ne sont qu'au nombre de quatre (soja, colza, maïs et coton), c'est dû au coût énorme de la commercialisation des semences GM, entre autres parce que les opposants aux OGM exigent une multitude de tests préliminaires. *"Selon moi, la situation actuelle ravit les grandes entreprises, car elles peuvent en effet mieux maintenir leur monopole. Les institutions publiques et les petites entreprises n'ont tout simplement pas l'argent nécessaire à la commercialisation de semences GM."*

En outre, les protestations à l'encontre des OGM n'empêchent pas l'entrée d'aliments génétiquement modifiés dans un pays. *"Au Mexique, il est ainsi interdit de cultiver à des fins commerciales du maïs ou du soja modifiés génétiquement. Conséquence ? Chaque année, notre pays importe 20 millions de tonnes de maïs GM. Et 90 % du soja du marché intérieur a aussi été manipulé par le génie génétique. Il s'agit d'une alimentation aux OGM produite à l'étranger à l'aide de semences modifiées génétiquement appartenant à des multinationales."*

Herrera-Estrella ne connaît aucun article documenté valablement qui démontre la dangerosité des OGM pour la santé et l'environnement. Les quelques articles qui le font – pour la plupart rédigés par des opposants aux OGM – présentent des lacunes claires au niveau du protocole expérimental. Divers articles confirment au contraire l'utilité des organismes génétiquement modifiés pour la santé et l'environnement. Selon un rapport récent de l'Union européenne (*"A decade of EU-funded GMO research"*), les OGM n'entraînent pas davantage de risques que les techniques classiques de domestication des plantes. Le rapport repose sur plus de 130 projets de recherche.

Pour lui aucune étude ne démontre de manière convaincante que des agriculteurs indiens se sont suicidés en raison de la culture du coton Bt. *"Je sais par contre qu'il existe des articles sur le succès de la culture du coton Bt en Inde. La revue renommée Science a publié un article sur les bienfaits sanitaires du coton génétiquement modifié. Doit-on préférer la pulvérisation d'insecticides chimiques à l'introduction d'une protéine biodégradable tuant des insectes de manière sélective sans représenter un danger pour l'être humain et l'animal ?"*

CHRIS SIMOENS



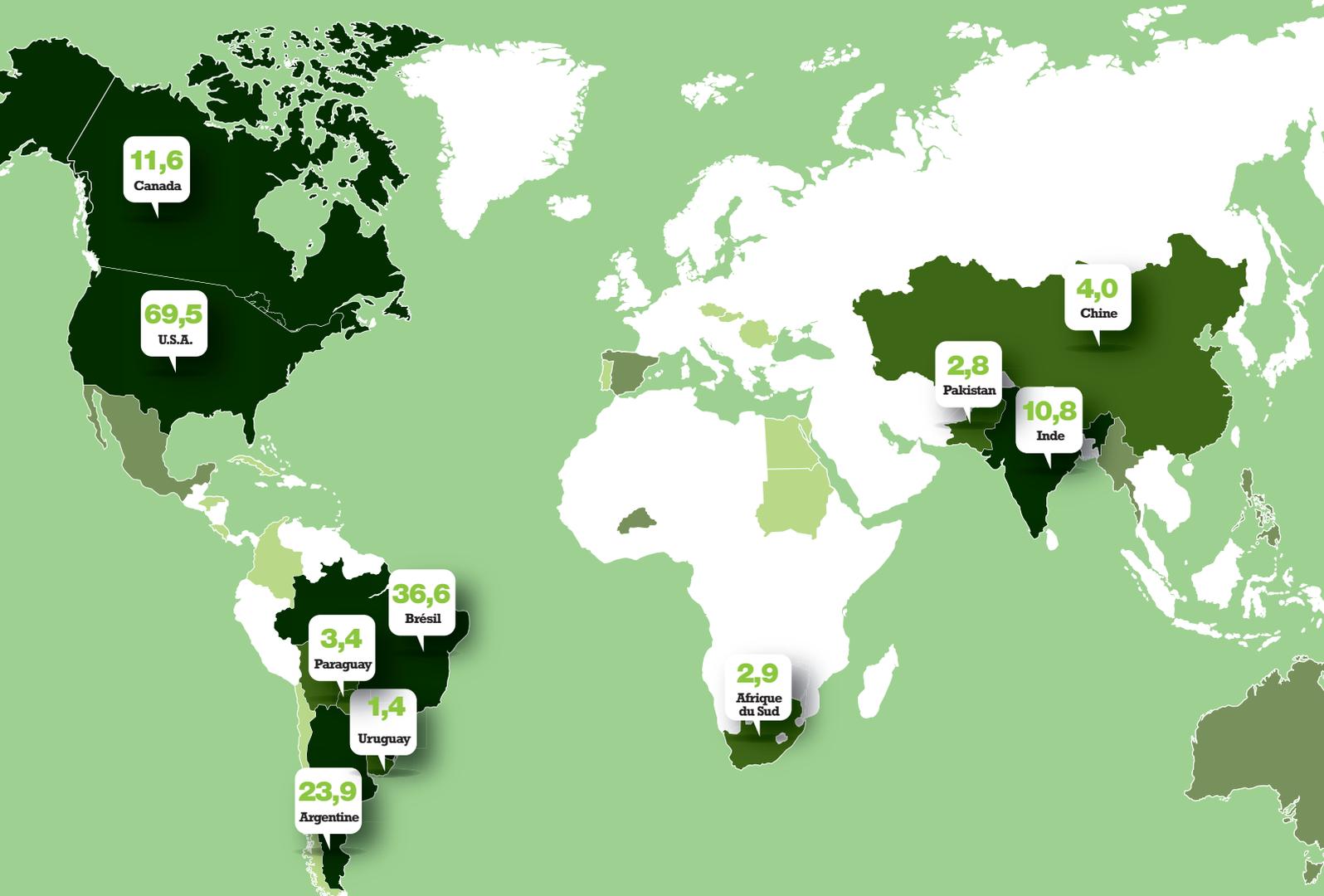
ONLINE

[www.langebio.cinvestav.mx](http://www.langebio.cinvestav.mx)  
[www.gmoanswers.com](http://www.gmoanswers.com)

## CULTURES OGM EN 2012

(en millions d'hectares)

En 2012, 17 millions d'agriculteurs dans 28 pays ont cultivé des variétés OGM sur 170 millions d'hectares de terres agricoles (12 % de la surface agricole mondiale), dont 52 % se trouvent dans les pays en développement et les économies émergentes, 48 % dans les pays industrialisés. Jusqu'ici, seules les caractéristiques liées à la résistance aux insectes et aux maladies et à la tolérance aux herbicides ont été modifiées. Les chiffres, qui proviennent du site [www.isaaa.org](http://www.isaaa.org), sont exagérés, estime Vandana Shiva.



### LES QUATRE PRINCIPALES CULTURES OGM EN 2012

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
|  |   |  |  |
| <b>SOJA</b>  | <b>COTON</b>  | <b>MAÏS</b>  | <b>COLZA</b>   |
| <b>81%</b> de toutes les plantations de soja, dans 11 pays | <b>81%</b> de toutes les plantations de coton, dans 15 pays | <b>35%</b> de toutes les plantations de maïs, dans 17 pays | <b>30%</b> de toutes les plantations de colza, dans 4 pays |

### PLANTES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉES VERSUS PLANTES AMÉLIORÉES SELON DES MÉTHODES CLASSIQUES

Dans les **plantes génétiquement modifiées** (OGM), l'homme a introduit un ou plusieurs gènes étrangers (porteurs de caractéristiques héréditaires, souvent issues d'autres espèces), afin de les rendre, par exemple, résistantes aux insectes et donc plus adaptées à un usage agricole. Les **méthodes classiques d'amélioration** modifient également les plantes – pensez à nos légumes qui n'ont parfois plus aucun trait de ressemblance avec leurs ancêtres non domestiqués. La différence ? L'amélioration d'une plante s'effectue par le croisement au sein d'une même espèce. Les plantes dotées de caractéristiques intéressantes pour l'agriculteur sont croisées et les descendants les plus appropriés – par exemple ceux avec les plus beaux fruits – sont sélectionnés. À l'inverse, les plantes OGM résultent de la modification en laboratoire d'une seule cellule végétale à partir de laquelle poussera un plant entier.

Grâce aux technologies CIALCA et l'achat sur les marchés locaux, les revenus des paysans ont augmenté de 90 dollars par an.

# La recherche

## pour l'agriculture des Grands Lacs

L'agriculture dans la région des Grands Lacs a longtemps pâti de l'insécurité, de la dégradation de l'environnement et du manque d'investissement. La plupart des Congolais, Burundais et Rwandais sont démunis de tout et l'insécurité alimentaire y règne en maître. Il était primordial de mettre en place des stratégies d'intensification agricole et de sécurité alimentaire durables.

**A**fin de relever ce défi, trois centres internationaux de recherche agricole, à savoir *Bioversity International*, CIAT et IITA, ont décidé en 2006, de conjuguer leurs efforts. Bénéficiant de l'appui scientifique de l'UCL et de la KU Leuven, et du soutien financier de la coopération belge, le *Consortium pour l'amélioration des moyens d'existence basés sur l'agriculture en Afrique centrale* (CIALCA) était né. Il a officiellement été mis un terme à ce partenariat en 2013. En sept ans, le Consortium a apporté plus de 30 innovations techniques et organisationnelles. Il a formé les membres d'une centaine d'organisations de développement et d'associations agricoles à l'utilisation de variétés améliorées de bananes et de légumineuses et de nouvelles méthodes de fertilisation du sol. Il leur a fait découvrir les meilleures pratiques pour traiter les maladies des bananiers et aider les agriculteurs à augmenter la valeur de leurs produits par le marketing et la transformation des récoltes (par exemple la production de lait de soja). Avec un recul de sept ans en matière de recherche avec les agriculteurs, quel impact le CIALCA a-t-il eu sur les revenus des agriculteurs en Afrique centrale ?

### Plus de revenus

Tout d'abord, les revenus des agriculteurs appliquant les techniques du CIALCA

(par exemple en matière de variétés de bananes, prévention et traitement des maladies des bananiers ou encore vente d'une partie de la production sur le marché local) ont augmenté, jusqu'à 90 dollars l'an. Des bénéfices similaires ont été enregistrés par les cultivateurs de variétés améliorées de légumineuses qui ensuite entreposent leur récolte jusqu'à ce que les prix du marché soient optimaux. Par ailleurs, les exploitations agricoles au Rwanda et au Burundi sont de très petite taille et, au vu de la densité de population extrêmement élevée, leur productivité doit être maximisée. En moyenne, par rapport à leurs collègues, les agriculteurs participants peuvent produire jusqu'à 25 % en plus, et jusqu'à 300 % pour certaines cultures et circonstances. Leur régime alimentaire est aussi plus protéiné. Ils reconnaissent l'impact positif de CIALCA sur leur sécurité alimentaire.

### Scientifiques

Renforcer les compétences des scientifiques impliqués dans les systèmes nationaux de recherche agricole figurait au cœur de la philosophie du CIALCA. Des 30 étudiants qui avaient obtenu un master ou un doctorat sous la supervision du CIALCA, nombreux sont ceux qui occupent actuellement des postes publics en vue dans leur pays. Par leur vision et leadership, ils

font souffler un vent nouveau sur la gestion de la recherche agricole et contribuent au développement de solutions "du cru" face aux défis spécifiques auxquels leur pays est confronté.

### Humidtropics

Malgré la fin du projet CIALCA, sa philosophie et les connaissances acquises trouvent une résonance dans Humidtropics, un programme de recherche agricole plus vaste. Ce nouveau partenariat ambitieux s'inspirera des avancées réalisées par le CIALCA pour augmenter davantage les revenus des agriculteurs grâce à l'intensification agricole durable.

La stabilité progressivement retrouvée dans la région des Grands Lacs ouvre la voie à de nouvelles possibilités de marchés et de commerce et incite les agriculteurs à réaliser des investissements. CIALCA a démontré que la recherche agricole apporte des innovations vers une plus grande sécurité alimentaire. Les recherches qui seront menées au cours des prochaines années dans le cadre de Humidtropics joueront un rôle fondamental dans la réduction de la vulnérabilité des ménages face aux chocs climatiques, à la baisse de la fertilité des sols, aux prix élevés des denrées alimentaires et aux maladies infectant les cultures.

**BOUDY VAN SCHAGEN**



© DGD/IE, P. Proulx

# Semer à tout **VENT**

## DES SEMENCES AMÉLIORÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ

**Atteindre la sécurité alimentaire, tel est l'objectif des politiques de développement agricole mises en place au Congo auxquelles la coopération belge apporte son expertise. Notamment dans les districts du Kwango et du Kwilu, situés dans la province du Bandundu, où la Belgique appuie les organisations paysannes engagées dans la multiplication des semences de qualité, essentielles à l'amélioration de la production agricole. Rencontre avec deux de ces organisations.**

**K**akobola, à 33 km de Kikwit (Bandundu). Nous partons découvrir sur le terrain, les avancées des associations *Semences de Kakobola* (SEMKAK) et *Centre semencier de Kakobola* (CSK), deux organisations paysannes

agri-multiplicatrices (qui ont pour tâche de reproduire les semences) bénéficiant de l'appui belge, depuis 2011. Les paysans ne sont pas peu fiers de nous présenter le résultat de leur travail. Des champs aux productions diversifiées (manioc,

maïs, riz...) s'étendent ici à perte de vue. Un changement significatif résultant de la décision prise par les organisations paysannes locales de pérenniser la multiplication des semences de qualité. Comme l'explique Wivine Makunda, Coordinatrice

## **INERA**, fournisseur des semences de qualité

Au départ, il y a le matériel végétal initial appelé semences de souche qui à la demande de l'Etat, est multiplié et contrôlé par l'Institut national d'Étude et Recherche en Agronomie (INERA). La mission de l'INERA consiste à promouvoir le développement scientifique de l'agriculture par des recherches et des expérimentations agricoles afin notamment, d'améliorer les conditions de vie des populations en leur fournissant un matériel agricole sain. Cet Institut de recherche compte douze stations disséminées dans tout le Congo et c'est la station INERA de Kyaka, située dans la province du Bandundu qui fournit dans le cadre du PRODAKK, les agri-multiplicateurs de Kakobola en semences améliorées.

Concrètement, les semences de souche sont reproduites sur plusieurs générations par l'INERA. La production issue de ce processus multiplicateur est appelée semences de pré-base, elles seront à leur tour contrôlées par le SENASEM (Service étatique en charge du contrôle et de la certification des semences). Une fois cette première certification établie, les semences de pré-base seront multipliées dans les champs des stations de l'INERA. Les semences de base résultent de cette production, les meilleures d'entre elles seront alors certifiées et c'est ainsi qu'on obtient les semences de qualité que la CTB donne aux organisations paysannes agri-multiplicatrices via un contrat avec le PRODAKK. Ainsi, pour la première saison de la campagne semencière, de septembre 2013 à février 2014, plus de 4 tonnes de semences et 150.000 mètre-linéaires de boutures de manioc amélioré sont actuellement en multiplication dans quarante-deux groupes d'agri-multiplicateurs.



SEMENCES  
DE SOUCHE



SEMENCES  
DE PRÉ-BASE

Contrôle + Multiplication via INERA et

de SEMKAK: "Avant de recevoir l'appui de la Belgique, nous semions 75 kilos de semences de maïs sur un champs de 3 hectares. On récoltait alors 623 kilos de maïs. Avec les nouvelles semences, nous avons récolté cette année 2 tonnes de maïs par hectare". L'impact de l'usage de semences de qualité est donc bien réel.

Mais de quoi s'agit-il exactement? L'une des stratégies pour l'amélioration de la productivité du secteur agricole consiste au recours aux semences de qualité qu'on appelle en jargon scientifique, semences certifiées des variétés améliorées. En effet, tous les spécialistes en matière de production agricole s'accordent pour dire que la semence de qualité intervient pour un tiers dans l'amélioration de la production agricole vivrière<sup>1</sup>. Dans cet ordre d'idées, le Ministère congolais de l'Agriculture et du Développement Rural a fait de la production des semences de qualité, le pilier de relance du secteur agricole. C'est dans ce contexte que la coopération belge intervient depuis 2011 dans la province du Bandundu, par l'entremise de la CTB, à travers le Programme du Développement Agricole dans le Kwilu et Kwango (PRODAKK).

Le procédé est simple: les agri-multiplificateurs reçoivent des semences de base à planter dans leurs parcelles. Sur base du contrat passé avec la CTB, une partie de la récolte de la première production (semences R1) sera rétrocédée au projet, le reste étant gardé pour la consommation des ménages via la vente et le métayage



Champs du Semkak servant à la multiplication de semences de maïs.

(semences R2). Dans le cas du SEMKAK, le produit de vente est réparti entre les membres (40 %) et la caisse commune (60 %) afin d'être réinvesti dans d'autres projets. L'association ne manque en effet pas d'idées pour assurer le développement de la communauté: l'ouverture d'un dispensaire et d'un magasin de pièces de rechange pour motos, des cours d'alphabétisation pour les femmes sont ainsi envisagés.



Bref instant de détente pour Wivine (Makunda) avant de repartir veiller sur ses semences...

Mais la grande priorité du SEMKAK demeure l'acquisition de ses propres terres. En effet, les 60 hectares de terre exploitées par l'association appartiennent au Service National des Semences (SENASEM) et comme l'explique Wivine: "Il existe un risque réel que le SENASEM veuille un jour récupérer ses terres. Mais grâce à l'argent récolté par l'organisation, nous avons déjà pu acheter 20 hectares pour un total 3 000 dollars, soit 150 dollars l'hectare". Un prix dont toutefois, le SEMKAK n'est plus sûr de bénéficier à l'avenir, tant la demande de terres est croissante. "Peu importe, nous restons déterminés. Notre objectif est d'acquérir 50 hectares au total. Nous nous battons pour cela.", assure Wivine d'une voix paisible. Cette mère de famille, qui gère huit employés pour le compte de l'association en a vu d'autres. Et elle compte bien sur l'appui du PRODAKK pour y parvenir.

Au terme de cette visite, une question demeure: les semences de qualité ayant un coût, que se passe-t-il dès lors pour les paysans qui n'utilisent pas ces semences?

### PRODAKK/PRODEKK: Développement agricole et désenclavement dans le Kwilu et Kwango

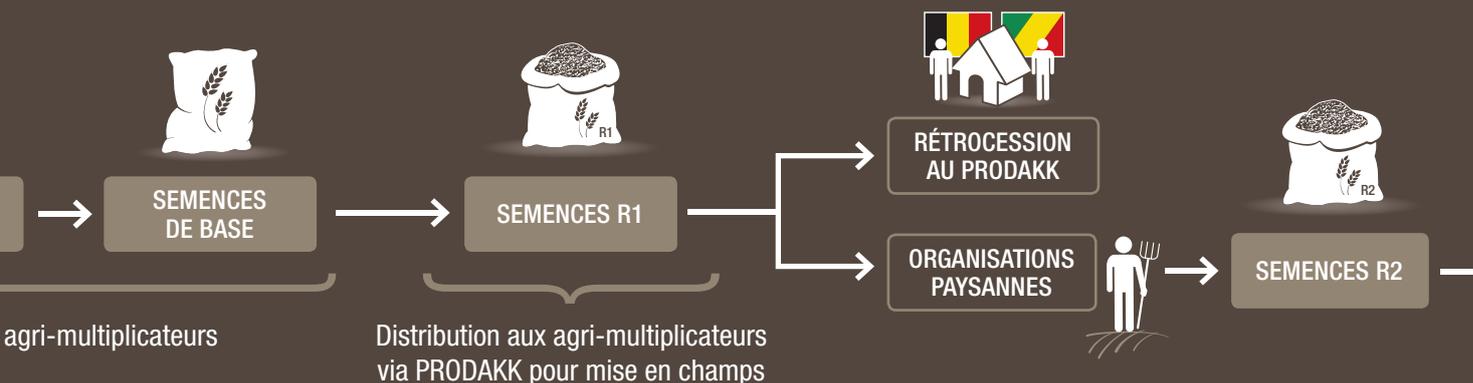
Dans le cadre de la coopération belge-congolaise, l'une des priorités stratégiques est la relance du secteur agricole afin d'atteindre la sécurité alimentaire. La stratégie adoptée porte sur l'augmentation de la production et de la productivité agricoles en RDC et le désenclavement, notamment, dans les districts du Kwilu et du Kwango, situés dans la province du Bandundu.

La CTB gère la mise en œuvre de cette stratégie à travers deux projets complémentaires: le PRODAKK qui vise la réduction du déficit alimentaire et la réduction de la pauvreté via la relance du secteur agricole et le PRODEKK qui tend à l'amélioration de l'évacuation de la production agricole des exploitations familiales. Leur finalité est la commercialisation des denrées produites par les organisations paysannes. Ces deux projets permettent également à la CTB d'appuyer les organisations paysannes par le biais d'activités connexes: l'appui à la bonne gouvernance agricole, la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, la sensibilisation, la gestion durable de l'environnement ainsi qu'une meilleure viabilité à travers un réseau multimodal (pistes/voies fluviales).

"Nous les sensibilisons afin de leur faire prendre conscience de l'importance de ces semences pour le développement socio-économique de la communauté mais aussi pour leur santé.", nous explique encore Wivine qui anime par ailleurs une émission de sensibilisation à la radio, chaque mercredi. Une opération séduction qui semble porter ses fruits puisque la demande en semences dépasse désormais l'offre disponible. Les associations SEMKAK et CSK devraient rapidement rétablir l'équilibre avec l'appui de la coopération belge pour passer à la prochaine étape: la commercialisation hors communauté de leurs récoltes.

MARTINE WARCK

<sup>1</sup> "Production et contrôle des Semences certifiées des cultures vivrières en R.D. Congo", W. Godderis et Cl. Kandu Kasongo, SENASEM, Kinshasa 2013



A worker in a white protective suit and orange hard hat stands in a food processing plant, holding a large knife. The background shows industrial equipment and trays of red meat.

# LA SÉCURITÉ SANITAIRE ALIMENTAIRE

De la fourche  
à la fourchette

**La sécurité de la chaîne alimentaire, fondamentale pour la santé du consommateur, repose sur des mesures d'hygiène et de conservation strictes. Celles-ci sont parfois difficiles à assurer dans les pays du Sud et constitue un frein dans la commercialisation de leur produits. Pour pallier à ce problème, les agences de sécurité alimentaire marocaines et belges ont noué un partenariat.**

**Protection de l'environnement**

Le secteur agro-alimentaire qui regroupe l'ensemble des activités "de la ferme à la table" est l'un des premiers générateurs d'emplois et de revenus au monde. Il doit être soumis à des contrôles rigoureux et périodiques visant la **sécurité du consommateur, la qualité du produit**, ainsi que la **protection de l'environnement**. Mais il y a parfois un hic... Dans nombre de pays du Sud, des pesticides peuvent être achetés sur les marchés, au poids, dans des sachets en plastique. Sachets en plastique qui aussitôt s'en vont joncher les champs et qu'on essaie par la suite d'éliminer en les brûlant et empoisonnant l'air. Et que dire de l'hygiène des produits agricoles, de la propreté des caisses d'emballage, des moyens de transport, des aires de stockage? L'agriculture intensive pour nourrir une population en constante progression semble incontournable. Encore faut-il en limiter les dégâts collatéraux sur l'environnement et la santé. Pas facile dans ces cas-là de répondre aux exigences de l'UE en matière d'importation des produits alimentaires.

**Le Maroc veille sur son assiette**

Au Maroc, la question de la sécurité sanitaire alimentaire a été mise au devant de la scène. Une législation et une réglementation relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires est désormais en vigueur; et des principes de traçabilité y ont été introduits. Cependant, ce qui fâche dans la question de la sécurité alimentaire, c'est que les textes juridiques qui la réglementent ne traitent pas sur un même pied d'égalité le consommateur marocain et celui de l'étranger, en particulier le consommateur de l'UE. Il faut donc une cohérence du cadre réglementaire au niveau du marché intérieur et du marché extérieur. De nombreux pays du Sud font coexister deux types de produits: ceux destinés au marché intérieur, et ceux destinés à l'exportation pour lesquels les



L'étiquetage, un élément de traçabilité

normes sont très exigeantes. Le consommateur est souvent victime de risques sanitaires lorsque le produit est impropre à la consommation parce que mis en vente via un circuit informel. Face à ces exigences accrues, les entreprises marocaines ne semblent pas prêtes à 100%. La mise en conformité aux normes internationales implique une phase de transition où les entreprises agricoles doivent s'assurer qu'elles répondent aux exigences relatives aux bonnes pratiques d'hygiène alimentaire. La Belgique connaît une agriculture et un secteur agro-alimentaire de haute technologie et ces connaissances intéressent beaucoup les Marocains du secteur. Aider des producteurs à appliquer des règles strictes en matière

de qualité de fruits et légumes, à se doter de frigos, à valoriser leurs produits au moyen de meilleurs conditionnements et étiquetages... les experts belges interviennent dans plusieurs secteurs. Et l'AFSCA, l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (FAVV - Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen), a noué en 2013 un partenariat avec son homologue marocain, l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA). Depuis quatre ans, l'ONSSA contrôle les denrées alimentaires disponibles sur le marché marocain et sa mission première est la protection du consommateur. Mais en assurant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, cet organisme les rend aussi plus compétitifs, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux. Il reste aux entreprises marocaines à suivre cette évolution et à assurer leur place.

MIA VAN AKEN

**Dans un contexte international marqué par une mondialisation galopante et une économie globalisée, il est de plus en plus difficile de connaître l'origine exacte des aliments qui composent notre assiette. De la fourche à la fourchette, toute la chaîne est censée être contrôlée.**



On brûle le plastic des pesticides en empoisonnant l'air.

# Dattes fraîches plus longtemps, producteur content...

**Dans la région de Souss-Massa-Draâ (Maroc), la Coopération belge au développement soutient la culture du palmier dattier en améliorant les unités de conditionnement. Au bénéfice du commerce et surtout des population.**

**U**niques "arbres fruitiers" capables de résister au soleil du Sahara, les palmiers dattiers créent, dans les oasis, un microclimat favorable aux autres cultures et freinent la progression de l'ensablement. Riches en vitamines et minéraux, leurs fruits sont aussi une source de calories saines et jouissent d'une grande popularité tout particulièrement au Maghreb et au Moyen-Orient. Ils font partie de l'alimentation quotidienne pendant le ramadan. Bien que les dattes tunisiennes soient plus connues, celles d'origine marocaine sont d'une meilleure qualité, notamment les variétés Mejhoul et Boufegous. Toutefois, le Maroc n'est pas autosuffisant en dattes : avec une production annuelle de 100.000 tonnes, 40.000 tonnes supplémentaires doivent être importées chaque année.

## 1,4 million de palmiers

Dans les oasis de la région du Souss-Massa-Draâ, l'économie repose essentiellement sur les dattes. Au siècle dernier, une maladie cryptogamique a décimé environ deux tiers des palmeraies. La désertification croissante et l'isolement des oasis ont poussé les futurs entrepreneurs à migrer vers d'autres régions, d'où le manque de main-d'œuvre dans le secteur. Voilà pourquoi la Coopération belge au développement a décidé de soutenir la culture de dattes. Ainsi s'est-elle associée à la stratégie agricole nationale, baptisée

"Plan Maroc Vert". 1,4 million de palmiers seront plantés, avec l'objectif de faire passer la production à 160 000 tonnes en 2020. Étant donné le savoir-faire du partenaire marocain en matière de phoeniculture (culture du palmier dattier), l'aide belge est essentiellement axée sur le renforcement des coopératives. Ces dernières interviennent dans la phase de "postproduction", à savoir le traitement, le stockage et la commercialisation des fruits. Un projet précédent avait abouti à l'amélioration des techniques d'irrigation et à l'installation de trois unités de conditionnement avec chambres froides. 12 millions d'euros ont été dégagés pour le projet actuel qui soutient la culture de la datte et du safran.

## Chambres froides

L'aide de la Belgique porte ses fruits. En effet, les revenus des phoeniculteurs ont augmenté considérablement, grâce – entre autres – à la mise en adéquation de l'offre et des exigences des grossistes et consommateurs et à la qualité de leurs produits. À Tinzouline, à proximité de Zagora, l'aide belge a permis l'installation d'une chambre froide pouvant conserver quelque 40 tonnes de dattes (deux autres ont été installées dans la même province). Ces équipements jouent un rôle charnière fondamental dans le cycle culture-récolte-vente. Avant d'être mises sur le marché, les dattes récoltées doivent en effet être conservées, et, au vu du pic de consommation pendant le



© DGD/M. Laplasse

Les dattes contiennent beaucoup de vitamines et de minéraux et sont très populaires au Maghreb et au Moyen Orient.

ramadan, la durée de stockage peut varier significativement. Le coût par kilogramme s'élève facilement à 0,40 euro par mois de stockage.

## Vente sans intermédiaires

L'engagement belge s'est traduit par des résultats concrets : le commerce des dattes à plus forte valeur ajoutée se déroule avec succès dans le respect des principes du *commerce équitable*. De plus, les divers chainons au sein des coopératives sont mieux intégrés. 10 % des revenus sont destinés à amortir le matériel et à financer une unité de refroidissement supplémentaire à Tinzouline.

*"Avant, les revendeurs venaient chercher nos dattes chez nous. Ou nous les transportions jusqu'à Marrakech",* déclare Ouchad Lahcen, directeur de la coopérative locale forte de 82 membres. *"À présent, comme nous travaillons à plus grande échelle et offrons une meilleure qualité, nous vendons nos produits sans aucun intermédiaire."* Toutefois, il reste du pain sur la planche. M. Lahcen explique : *"Nous devons encore améliorer la qualité de nos variétés et notre gestion de l'eau, par exemple en introduisant le système d'irrigation localisée goutte-à-goutte. De même, l'illettrisme des cultivateurs reste un problème."*

MARC LAPLASSE

# Des projets agricoles qui échouent... POURQUOI?

Trop souvent, les agriculteurs ne mettent pas en œuvre des solutions qui ont pourtant fait leurs preuves en champs d'essais et qui semblent adéquates. Pourquoi? Le professeur Philippe Baret (UCL) éclaire notre lanterne.

## À

Madagascar, dans des champs d'essais, il a été démontré qu'une nouvelle technique permet d'accroître la production de 50 % par rapport à la méthode habituelle. Pourtant, ceux-ci ne l'adoptent pas, car elle requiert deux fois plus de travail et se traduit en réalité par un accroissement de 30 % du rendement et ce, uniquement en cas d'utilisation d'engrais organiques. En effet, le sol du champ d'essai avait été laissé entièrement nu par les chercheurs. Ce que ne font jamais les agriculteurs de Madagascar, qui déversent des matières organiques entre les plantes agricoles, améliorant par ce biais la structure et la fertilité du sol.

### Mieux écouter les cultivateurs

"Trop souvent, on propose, on impose même aux agriculteurs des solutions sans leur demander conseil", déclare le professeur. "Avant de lancer un projet, nous devons en fait examiner le système en place dans son intégralité." Davantage résistante aux maladies, la banane jaune Poyo a ainsi été proposée aux agriculteurs du Rwanda. La culture de ce fruit présente un bon rendement, mais le vent est son ennemi. Il faut donc installer des tuteurs. Problème : dans cette région, les champs sont éloignés des habitations, ce qui rend impossible toute surveillance. Résultat : les tuteurs sont volés. La Poyo n'était par conséquent pas la solution adéquate pour le système rwandais.

"Une variété avec un meilleur rendement répond-elle vraiment aux besoins réels? Une récolte plus riche aide-t-elle une famille d'agriculteurs qui souhaite avant tout la scolarisation de sa progéniture? Le principal problème tient peut-être à l'obligation pour les enfants d'aider leurs



Farmer field school in Rwanda: les agriculteurs apprennent plus facilement de leurs pairs qu'avec un étranger.

parents au sarclage. Dans la pratique, nous devons donc trouver une solution qui permette aux parents de sarcler seuls et aux enfants d'aller à l'école."

Dans le cas de la banane, on oublie facilement que ce fruit est la planche de salut des agriculteurs lors des jours difficiles. En effet, les populations agricoles en vendent quand elles ont besoin d'argent. Si nous mettions en place une mutualité solidaire qui protège les cultivateurs en cas de maladie, la culture de bananes, précieuses car récoltables toute l'année, ne serait plus indispensable à leurs yeux. Et ils seraient plus ouverts aux nouveautés.

### Respecter le savoir local

"Nous partons trop souvent du principe que nous avons de meilleures idées", regrette Baret. "Les agriculteurs locaux disposent d'un véritable savoir et ont mis au point des solutions de leur cru pour de nombreux problèmes!" Les systèmes agricoles du Sud sont souvent plus complexes que les monocultures occidentales. Ainsi, au Vietnam, de nombreux agriculteurs combinent un étang avec un élevage de poulets, des arbres fruitiers et des potagers. Tous les déchets sont utilisés. Du point de vue

nutritif, la valeur des cultures mixtes de ce type est de loin supérieure à celle d'une monoculture. Même si, comparativement, le rendement de la monoculture est meilleur pour l'espèce cultivée. "Les chercheurs et les travailleurs de l'aide au développement ont encore du mal à se faire aux cultures mixtes. La monoculture de la banane permet de dégager de meilleurs rendements, certes, mais les cultivateurs s'ingénient à optimiser leur système dans son ensemble. Les chercheurs ont tendance à considérer uniquement le rendement d'une seule espèce

de plante et oublient que les agriculteurs espacent largement leurs plants de bananes afin de cultiver des haricots dans les intervalles! La même surface agricole produit donc aussi des haricots."

"Nous devons d'urgence arrêter d'être obsédés par le rendement", conclut Baret. "Il faut définir des indicateurs qui mesurent le bien-être général des agriculteurs et qui tiennent compte du rendement réel d'une culture mixte. Plutôt que de proposer nos solutions, donnons la possibilité aux cultivateurs de partager leur savoir, dans des farmer field schools (fermes-écoles). Il est bien plus aisé d'adopter les nouveautés de son voisin que celles d'une personne extérieure."

CHRIS SIMOENS



Le professeur Philippe Baret enseigne la génétique et l'analyse des systèmes à l'Université catholique de Louvain. Ses principaux domaines

de recherche sont l'agro-écologie, la diversité animale et les processus innovants dans les systèmes agricoles de petite taille en Afrique et en Belgique.

# Le PAM achète pour le PROGRÈS

Au cours des cinq dernières années, le projet "Achats au service du progrès" (*Purchase for Progress – P4P*) a permis au Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) d'expérimenter de nouvelles façons d'augmenter son pouvoir d'achat pour soutenir le développement de l'agriculture et du marché. En aidant les petits agriculteurs à profiter de ces marchés, P4P a transformé les achats locaux du PAM en un outil de lutte contre la faim. P4P doit son existence à la contribution de donateurs, dont la coopération belge au développement.

**L**e projet P4P a transformé la vie de centaines de milliers d'agriculteurs dans quelque vingt pays en développement en aidant des femmes et des hommes à devenir des acteurs compétitifs sur leurs marchés locaux.

Grâce à l'initiative P4P (novembre 2013), le PAM a acheté presque 400.000 tonnes de denrées alimentaires de base telles que du maïs et des haricots, auprès de coopératives agricoles. Ces achats ont rapporté € 104.400.000 qui sont allés directement dans les poches des petits agriculteurs des pays en développement.

Une des principales réalisations de l'initiative P4P a été de rassembler plus de 220 participants (gouvernements, ONG, agences de développement, secteur privé) autour de cet objectif d'aide aux petits exploitants. Grâce aux partenaires de P4P qui développent les capacités des agriculteurs et les aident à organiser la commercialisation collective, le PAM peut signer des contrats avec les organisations paysannes. Ce qui signifie pour les agriculteurs la possibilité de vendre ensuite leurs récoltes de qualité à un prix juste.

### Une approche basée sur le contexte

En République démocratique du Congo (RDC) post-conflit, le projet P4P a été mis en œuvre dans les régions du sud-est du Katanga et du nord-ouest de l'Equateur. L'objectif de P4P dans ces régions a été

de renforcer les capacités et d'aider les petits agriculteurs à produire davantage et à accéder aux marchés de qualité, en dehors du PAM, comme par exemple les commerçants locaux.

"Cette année, nous avons suivi plusieurs formations sur la création et le fonctionnement des syndicats agricoles et sur l'amélioration des techniques agricoles", ajoute Alexis Bolokoto, le mari de Mbango, qui raconte comment le projet P4P a permis d'augmenter leur revenu familial.



Grâce à l'achat local de nourriture, les paysans ont une meilleure vie.

### CONTEXTE

En tant que plus grande agence humanitaire au monde, le PAM est un acheteur majeur de denrées alimentaires de base. En 2012, le PAM a acheté pour 1,1 milliard de dollars de nourriture – dont plus de 75 pour cent dans les pays en développement – injectant plus de 800 millions de dollars dans l'économie locale. Traditionnellement, le PAM achète la nourriture via des appels d'offres, mais au cours de ces cinq dernières années, le projet pilote *Purchase for Progress* (P4P) a expérimenté de nouvelles méthodes d'achats destinés aux petits agriculteurs. De cette façon, P4P s'attaque aux causes profondes de la faim et de l'insécurité alimentaire en aidant les agriculteurs à produire davantage de nourriture de haute qualité et à accéder aux marchés où ils peuvent écouler leurs récoltes à un prix juste. De cette façon, leurs revenus augmentent et du même coup leurs moyens de subsistance. En garantissant un marché aux cultures de qualité, le PAM stimule la production, qui à son tour stimule le développement du marché.

"Notre travail à la ferme n'était destiné qu'à notre propre consommation, principalement le manioc et les arachides", explique Mama Mbango Amba. "Aujourd'hui, nous produisons aussi du riz et du maïs".

### Une approche de partenariat

Aux côtés de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui fournit des outils et des semences, le PAM a construit des entrepôts, réhabilité des routes et distribué des vélos aux organisations paysannes pour les aider à transporter leurs denrées alimentaires. Des partenaires comme OXFAM et l'organisation néerlandaise de développement SNV ont offert des formations ainsi qu'une aide pour faciliter les liens entre les agriculteurs et les commerçants locaux.

"Mes quatre enfants sont maintenant en bonne santé et en pleine forme, et nous avons payé les frais de scolarité pour chacun d'entre eux", dit Mama Mbango en montrant fièrement le maïs moulu qu'elle fera cuire pour le repas familial. Elle a produit elle-même ce maïs et a pu le broyer grâce au moulin de la communauté acheté via le projet P4P et financé par les bailleurs de fonds du PAM.

Un autre partenariat gagnant des Nations unies a été mis en place au Mozambique où le PAM, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et ONU Femmes travaillent en étroite collaboration.

Le projet P4P ” a transformé la vie de centaines de milliers d'agriculteurs dans quelque vingt pays en développement.



Le revenu de Mama Mbango (Bikoro - Équateur - RDC) a augmenté.

D'un côté, la FAO a apporté une aide dans la fourniture de semences et de formations, et de l'autre côté, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a soutenu des représentants des organisations paysannes et des partenaires lors du lancement du processus de négociation avec les institutions financières. Le contrat d'achat conclu entre les organisations d'agriculteurs et le PAM a servi de garantie. Les efforts conjoints des Nations unies ont permis à des agricultrices comme Celeste et Etalvinha de progresser : "Le revenu issu de l'accroissement des ventes de maïs et de haricots me permet d'intensifier la production, d'assurer l'éducation de mes enfants et de répondre aux autres besoins de la famille", se souvient avec joie Etalvinha. "Une fois qu'on sait comment faire pour obtenir de bonnes récoltes et que quelqu'un va l'acheter, alors on se sent motivée pour produire davantage chaque année."

### Le développement des capacités

Le principal objectif de l'initiative P4P étant de mettre en rapport les petits exploitants avec les marchés, différentes approches ont été testées. Au Malawi, P4P a exploré les possibilités de mettre en contact les petits agriculteurs par le biais d'échanges de produits de base. Après une formation réussie en affaires et en informatique, six organisations d'agriculteurs ont même participé à un appel d'offres en ligne portant sur environ 500 tonnes de maïs. Dans les 20 pays pilotes, plus d'un demi-million de petits agriculteurs, techniciens agricoles, petits et moyens commerçants, personnel scolaire et exploitants d'entrepôts ont reçu des formations. Mais l'apprentissage ne s'arrête pas là ! Au fil du temps, un

nombre sans cesse croissant de personnes acquièrent ces compétences essentielles ; en effet, le PAM et ses partenaires d'exécution non seulement forment les agriculteurs, mais leur fournissent aussi les outils nécessaires pour transmettre leurs connaissances nouvellement acquises et former à leur tour d'autres groupes d'agriculteurs.

### Une approche genre

En Afrique, les femmes produisent jusqu'à 80 % de la nourriture du continent. Combler l'écart de genre qui existe dans le secteur agricole en octroyant davantage de ressources aux agricultrices pourrait réduire le nombre de personnes souffrant de la faim à un chiffre estimé entre 100 à 150 millions.

En plus de permettre aux petits agriculteurs d'accéder aux marchés, P4P s'est révélé être au cours de ces années une sorte de tremplin pour de nombreuses agricultrices à faible revenu en les aidant à acquérir des compétences et la confiance en elles dans la réalisation de leur potentiel en termes de revenus. Grâce à l'initiative P4P, plus de 167 000 femmes ont reçu une formation sur les méthodes d'intensification de la production et de manutention après récolte et sur d'autres compétences clés de l'agro-industrie. L'augmentation de leurs revenus liée à la hausse des ventes confère aux femmes un statut au sein de leurs communautés.

L'histoire de Biba Sanou au Burkina Faso est un bon exemple de la façon dont P4P a contribué à l'autonomisation des femmes. Après plusieurs sessions de formation sur les techniques agricoles, la gestion de l'entreprise et la négociation de contrats, Biba et les membres de son groupe ont utilisé les contrats du PAM afin d'obtenir

des prêts auprès d'une banque locale de micro-crédit. Les prêts leur ont permis d'augmenter les ventes du groupe, grâce auxquelles elles ont pu lancer d'autres activités agricoles, comme la culture maraîchère pour les besoins familiaux. Le prêt a également permis aux femmes de traiter et vendre de la farine de maïs qui génère un revenu supplémentaire.

"Comme j'ai remboursé mon premier prêt dans les délais, je pourrais dans les années qui viennent continuer comme ça et m'engager dans des prêts garantis plus importants, et tripler le montant de mon prêt initial", annonce Biba. Dès la troisième année, elle a retiré de ses activités une somme totale de 1.000 \$ US, et a réussi à économiser 300 \$ US après avoir subvenu à ses besoins et à ceux de ses cinq enfants.

### À venir

Après la période pilote de cinq ans de P4P qui s'est terminée en décembre 2013, le PAM et la Coopération belge poursuivront leurs efforts conjoints pour soutenir les petits exploitants. Grâce aux innovations et aux meilleures pratiques des projets communs, ils soutiendront les petits agriculteurs plus efficacement et à plus grande échelle. Gouvernements, partenaires et bureaux de pays du PAM prennent déjà les devants, en adoptant et adaptant les formules déjà testées. Le partage étendu des enseignements tirés sera capital dans l'action que mène actuellement le PAM afin de créer des communautés résilientes et sécurisées en termes d'alimentation.

L'ÉQUIPE DU PAM



ONLINE  
[www.wfp.org](http://www.wfp.org)

# LE QUINOA

## devient-il trop populaire ?



**L'année internationale du quinoa vient de se terminer. Qu'a donc cette céréale de si particulier? Et quel était l'objectif de cette initiative des Nations unies ?**

**I**l y a vingt ans d'ici, seuls les habitués des magasins du monde connaissaient le quinoa. Aujourd'hui, il a envahi les supermarchés. Cette pseudo-céréale – le quinoa fait partie de la famille des épinards – est appréciée dans le monde entier pour la douceur de son goût et sa facilité de préparation. Plus important encore, la plante regorge d'acides aminés essentiels, de minéraux, de vitamines et d'antioxydants. Aucune céréale ne tient la comparaison.

### Les Incas

Le quinoa était déjà cultivé il y a 5.000 ans, dans la région du lac Titicaca situé dans les hauteurs des Andes. Il a constitué pendant longtemps l'aliment de base des populations de l'altiplano, les haut-plateaux au-delà de 3.000 mètres. Les Incas le surnommaient *chisiya mama*, la mère de tous les grains. Mais les conquistadores espagnols l'ont délaissé au profit du maïs ou des pommes de terre.

Seuls les paysans pauvres de l'altiplano ont continué à cultiver le quinoa, qui, de fait, poussait à profusion dans les conditions extrêmes de la région : vents de pointe, gel, ensoleillement intense, sécheresse. Il était de plus résistant aux maladies et les lamas qui paissaient dans les prairies fournissaient de l'engrais.

Ce n'est que dans les années '70 que les Occidentaux découvrent la valeur nutritive du quinoa. Depuis lors, la renommée de la pseudo-céréale n'a fait que croître. Tout bénéfique pour les paysans andins – pour peu que le commerce soit équitable – dont les conditions de vie se sont grandement améliorées. Le phénomène a également permis d'enrayer l'exode rural vers les grandes villes.



© IRD/Victoire Héran

### Morales

Le Président bolivien Morales a été cultivateur de quinoa. Ce qui a fait de lui LE grand promoteur de l'organisation de l'année internationale du quinoa. C'était pour lui un hommage rendu aux peuples indigènes des Andes qui ont su perpétuer les pratiques de leurs ancêtres, en harmonie avec la nature.

Les Nations Unies voient dans le quinoa un outil de lutte contre la sous-alimentation. Il est en effet hautement nutritif et convient à une culture sous climat rigoureux et pourrait devenir la céréale qui viendra à notre secours si le climat devait se détériorer...

### Inconvénients

Les Nations unies insistent fortement sur l'aspect durable de la culture. La demande croissante de quinoa ne comporte en effet pas que des avantages. Les paysans en viennent à une culture intensive du quinoa ou recherchent d'autres terres et y sacrifient une partie du pâturages de leurs lamas. Conséquence : moins d'engrais, et appauvrissement du sol... et même des conflits sanglants entre paysans.

Autre revers de la médaille : les prix qui montent en flèche et qui poussent les paysans à préférer la vente à la consommation du quinoa. Ils s'achètent du riz et des pâtes, du coca et des chips. Les pauvres ne peuvent même plus s'offrir

leur *chisiya mama*. Dans les grandes villes péruviennes ou boliviennes, le quinoa est devenu branché.

### Équilibre fragile

Pouvons-nous continuer à consommer du quinoa la conscience tranquille ? Les magasins du monde Oxfam qui commercialisent du quinoa biologique suivent la situation de près. "Manger du quinoa, oui, mais nous ne pouvons pas ignorer les problèmes" explique Leo Ghysels de Oxfam. "Une solution consisterait à revaloriser l'élevage des lamas, ou encore à rechercher d'autres terres cultivables qui soient moins vulnérables. Aujourd'hui déjà, en Équateur, le quinoa est semé à des altitudes beaucoup moins élevées."

Des essais de culture ont également été effectués en dehors des Andes, en Chine, au Kenya, en Italie, en Inde, au Maroc et aux Pays-Bas. Diversifier les lieux de production de quinoa permettrait d'alléger la pression qui pèse sur l'altiplano et entraînerait aussi une baisse des prix, permettant ainsi aux populations pauvres des Andes d'acheter à nouveau du quinoa. Mais, les prix ne peuvent pas non plus chuter radicalement, car les paysans perdraient alors leurs revenus. Tout est question d'équilibre !

CHRIS SIMOENS



### ONLINE

[www.fao.org/quinoa-13](http://www.fao.org/quinoa-13)  
[www.befair.be](http://www.befair.be)

Le quinoa pousse à profusion dans les conditions extrêmes de l'altiplano. Ici : champs de quinoa en Bolivie.



# PRODUIT ÉQUITABLE, niveau de vie acceptable...

**Les petits agriculteurs des pays en développement sont souvent privés des fruits de leur travail. Le commerce équitable (*fair trade*) entend y remédier et garantir aux producteurs du Sud un prix équitable aux conditions du marché.**

**T**out a commencé avec un simple paquet de café. Max Havelaar est entre-temps devenu un label de confiance qui couvre une palette diversifiée de produits vendus dans 120 pays. Des millions de paysans et de petits producteurs du Sud en bénéficient. En Belgique, les produits reconnaissables au logo sont disponibles dans les supermarchés et magasins du monde. La popularité des articles du commerce équitable croît d'année en année, tant auprès des consommateurs que des entreprises. Pourtant, les Belges n'y consacrent pas plus de 8,30 euros en moyenne par an. Les bananes – 8 % des ventes – remportent le plus grand succès. De toute évidence, le prix rebute de nombreuses personnes. Il vaut donc la peine de rappeler que c'est justement lui qui garantit une vie décente au paysan ou travailleur du Sud. Pour preuve, l'histoire d'une coopérative rwandaise dans la filière café.

## Tous ensemble pour le café équitable

Pendant des années, la production rwandaise de café avait joui d'une image très positive, que la guerre civile était venue sérieusement ternir. Depuis l'an 2000, le secteur commence toutefois à relever la tête. La coopérative pour la promotion des activités café (COOPAC), dont les activités ont démarré en 2001 sur les collines entourant le lac Kivu, comptait 110 membres au

moment de sa création. Un nombre qui a grimpé à 2.200 au moment de l'obtention de la certification commerce équitable, en 2003, pour culminer aujourd'hui à pas moins de 10.000 membres.

## De meilleures conditions de vie

Le délicieux café arabica équitable de la COOPAC est d'une excellente qualité grâce



## LE CHOCOLAT REND HEUREUX

*Le chocolat me rend heureux.  
C'est même scientifiquement prouvé.  
Mais quand je mange du chocolat équitable, d'autres aussi sont heureux.  
Les producteurs africains de cacao.*

Dans cet immense marché du cacao, où les trois quarts de la production mondiale de cacao viennent d'Afrique occidentale, le commerce équitable arrive à trouver sa place.

Une nouvelle réjouissance pour les producteurs confrontés à de nombreux problèmes : fluctuation des prix, plants improductifs, terres arides, hausse des coûts de production, accès barré au crédit, sans oublier le faible pouvoir de négociation dans cette grande chaîne du cacao. Le commerce équitable entend mettre fin à cette fatalité et y parvient.

## L'achat de produits labellisés équitable : un plaisir partagé

Les produits équitables se comptent à présent par centaines : fruits, fleurs, chocolat, miel, glace, coton (habillement et textile de bain), biscuits, café, noix, sucre de canne, riz, bonbons, thé, jus de fruit, huile, vin, artisanat...

aux investissements dans des infrastructures et moyens modernes. Les revenus engrangés et les primes reçues par la coopérative sont affectés à la formation de ses membres et à un large éventail de réalisations à caractère social, dans le domaine de l'éducation, des soins de santé et des infrastructures. Les problèmes de genre et la violence familiale font aussi partie des thématiques abordées avec les membres. Des efforts grâce auxquels le niveau de vie des familles n'a cessé de grimper. Depuis 2010, la COOPAC met tout en œuvre pour décrocher une certification biologique. Des engrais biologiques sont mis gratuitement à la disposition des paysans, les stations de lavage du café desservies par un réseau d'égouts et les déchets évacués de manière appropriée. Une approche qui ne manquera pas de doper le chiffre d'affaires car les produits certifiés se vendent mieux. Pas étonnant dès lors que les 10.000 membres voient ce projet comme une bénédiction.

MIA VAN AKEN

# Objectifs d pour le développement



1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



2. Assurer l'éducation primaire pour tous



3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



4. Réduire la mortalité infantile

À moins de deux ans de la date butoir des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), où en sommes-nous ? Quel avenir, après 2015, pour ces objectifs ? Entretien avec Kris Panneels, expert OMD de la Coopération belge au Développement.

## Huit objectifs pour un monde meilleur

Selon le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) font partie du programme international de lutte contre la pauvreté le plus ambitieux de l'histoire. En 2000, les États membres des Nations Unies – dont la Belgique – ont adopté la Déclaration du millénaire, dans laquelle ils ont affirmé leur engagement à atteindre, d'ici à 2015, huit objectifs liés à la pauvreté, l'éducation, la santé et l'environnement (voir cadre ci-dessus).

Plusieurs OMD sont d'ores et déjà réalisés. Ainsi, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté d'un euro par jour a été réduit de moitié dans le monde; davantage de petites filles vont à l'école; la mortalité infantile est en baisse. En outre, des maladies mortelles comme la malaria et la tuberculose se raréfient. Sans oublier l'accroissement considérable du nombre de personnes ayant accès à l'eau potable. Une grande partie du chemin reste cependant à parcourir. En effet, les objectifs relatifs aux équipements sanitaires, à l'environnement, la mortalité maternelle et l'égalité des sexes ne seront probablement pas atteints.

La communauté internationale se penchera au cours des prochaines années sur l'avenir des OMD après 2015, le "programme de développement pour l'après-2015".

## Stop ou encore ?

Depuis la définition des OMD, le monde est devenu plus complexe. La pression croissante sur la planète (pénuries d'eau et de nourriture, catastrophes naturelles, guerres civiles, crises économiques) met en péril de nombreux êtres humains. Il est donc capital d'améliorer le programme existant. Si le Sud est touché par de nombreux problèmes, le Nord connaît aussi son lot de défis, de l'obésité à la violence faite aux femmes. Tout le monde devra par conséquent faire un effort. Mettre l'accent sur les seuls pays en développement n'a plus de sens aujourd'hui.

La transposition du programme de développement en points d'action concrets a été le principal atout des OMD, qui a permis de sensibiliser un large public aux différentes thématiques. Elle a poussé la population mondiale à passer à l'action. Grâce à elle, des budgets ont pu être dégagés – et le sont toujours – pour la coopération au développement.

D'aucuns relèvent cependant plusieurs lacunes des OMD. Les objectifs renverraient parfois une image trop optimiste, car ils se concentreraient sur des progrès considérés dans leur moyenne, sans prise en compte des écarts de résultats. Il existerait donc un risque de voir les groupes les plus défavorisés (les plus pauvres, les filles, la population rurale) disparaître des préoccupations.

L'impact des OMD est indéniable dans de nombreux pays. Aussi la communauté internationale a-t-elle décidé de poursuivre le travail après 2015, sans pour autant parvenir à se mettre d'accord sur les modalités pratiques.

## Approche

Les économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Argentine, Mexique, Turquie, etc.) attachent ainsi une moindre importance stratégique aux OMD que les pays les plus pauvres. Pourtant, les problèmes environnementaux et de durabilité les touchent aussi. En effet, la hausse des émissions de CO<sub>2</sub>, la déforestation et la surpêche mettent en danger l'environnement. Tous les pays, sans exception, vont être contraints de s'entendre s'ils veulent remporter la lutte contre la pauvreté, le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

Il semble que tout le monde s'accorde naturellement à associer, dans le programme de développement pour l'après-2015, la lutte contre la pauvreté et la durabilité. Pour ce faire, deux possibilités existent. La première consisterait à copier en quelque sorte les OMD actuels, qui se concentrent sur plusieurs domaines particuliers. Une option délicate dans la mesure où les intérêts diffèrent d'un groupe à l'autre. Certains objectifs – comme ceux liés aux droits sexuels et

# Le millénaire 2.0 15 .....



5. Améliorer la santé maternelle



6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies mortelles



7. Préserver l'environnement



8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

reproductifs, sujet très sensible dans les pays conservateurs – pourraient être "minorés" et repris dans d'autres objectifs. Dans l'exemple cité, l'on pourrait imaginer une intégration dans un objectif plus général portant sur la thématique d'égalité des sexes. La seconde possibilité consisterait à recourir à une série d'objectifs généraux à réaliser par pays ou région. Option complexe, puisqu'il faudrait alors trouver une solution qui satisfasse tous les acteurs et qui apporte la motivation suffisante nécessaire.

Fin septembre 2014, les négociateurs passeront à la vitesse supérieure, car l'*Open Ended Working Group* chargé du suivi de Rio+20 ainsi que les groupes de travail spécialisés en matière de financement et de développement durable devront présenter leurs constatations et conclusions dans différents rapports. Un accord devrait être conclu à la fin du mois de septembre 2015.

### À l'écoute d'un million de voix

Mais que veut la population ? Comment les citoyens voient-ils le cadre de développement pour l'après-2015 ? Les Nations unies ont organisé une enquête en ligne à ce sujet, à laquelle plus d'un million de personnes issues de 194 pays ont participé ; 80 % des répondants sont originaires de pays en développement et 33 % environ ne sont pas ou peu scolarisés.

Surprise : il ressort de l'enquête que les réponses se rejoignent, peu importe le pays. Les participants ont placé en tête de liste une éducation de qualité, suivie de soins de santé de bonne qualité et d'un travail décent. De manière surprenante, la quatrième préoccupation est la bonne gouvernance, un élément absent des OMD actuels. Pour les citoyens, il importe égale-

Les Objectifs du millénaire pour le développement font partie du programme international de lutte contre la pauvreté de l'histoire.

ment que l'on se soucie dans une juste mesure de la protection contre le crime et la violence. L'égalité des sexes pointe au milieu de la liste tandis que le changement climatique est relégué au bas de celle-ci. Ces deux thématiques sont perçues comme une préoccupation des pays riches.

Le changement climatique a pourtant un impact de taille sur la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau, des questions essentielles aux yeux des citoyens. Les résultats de l'enquête peuvent servir de point de départ aux négociations du programme de développement pour l'après-2015.

### Belgique

La Belgique est étroitement impliquée dans les débats sur l'après-2015. En septembre 2013, notre pays a activement participé au sommet des Nations unies sur les Objectifs du millénaire pour le développement, à New York. Dans son

discours, le ministre de la Coopération au Développement, Jean-Pascal Labille, a souligné sa volonté de s'attaquer à l'inégalité croissante, qui influe effectivement sur la pauvreté, la santé et les possibilités économiques et sociales. Pour notre pays, la question du genre, du travail décent et des modes de production et de consommation durables sont également prioritaires.

Le ministre plaide pour une "protection sociale universelle" qui ne laisse personne au bord du chemin. De nos jours, seuls 20 % de la population mondiale disposent d'une protection sociale digne de ce nom. L'Organisation mondiale de la santé estime que des millions de personnes se retrouvent chaque année sous le seuil de pauvreté en raison du coût de leurs soins de santé. Selon le ministre Labille, l'une des manières les plus efficaces de lutter contre l'inégalité consiste à mener une politique publique de protection sociale. En outre, la garantie d'un revenu de base peut empêcher l'exclusion sociale. Ce point doit aussi être repris dans le cadre du développement pour l'après-2015, d'après le ministre Labille, qui ajoute : "La garantie d'un revenu de base et de l'accès aux services de base est un investissement fondamental dans un développement économique durable."

STEFANIE BUYST



ONLINE  
[www.beyond2015.org](http://www.beyond2015.org)

# POSER LES JALONS d'une économie durable

**Une économie durable est-elle possible ? Oui, selon le Belge Gunter Pauli. Dans son "économie bleue", la plus-value est créée à l'aide des seules ressources locales. Ses idées séduisent tout particulièrement les pays en développement. Il nous en parle.**

**D**ans notre économie actuelle, tout est mis en œuvre pour réduire les coûts de production, par le biais d'économies d'échelle et de la standardisation, mais aussi en cherchant les pays où la production coûte le moins cher. Notre système économique n'investit plus dans les personnes, ni l'emploi local. Des matières premières et des produits finis ou semi-finis sont cependant expédiés partout dans le monde, une pratique qui ne saurait être durable. Ce système obnubilé par la réduction des coûts ne laisse que peu de place à la créativité. Son credo : augmenter une production uniforme en tirant les coûts sans cesse plus bas.

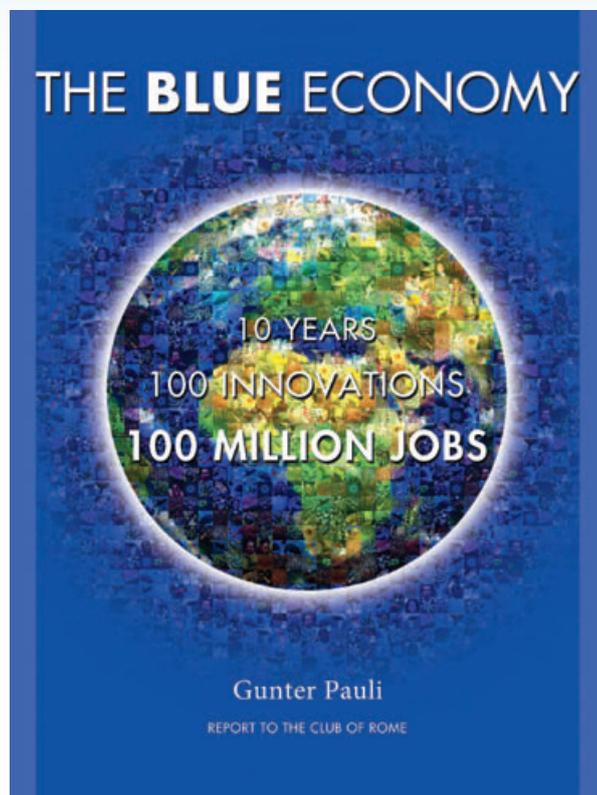
## **Créer une plus-value à partir des ressources locales**

Au contraire, dans l'économie bleue de Gunter Pauli, la plus-value naît des ressources locales. Vous croulez sous le marc de café ? Utilisez-le comme fertilisant pour cultiver des champignons ou comme désodorisant pour vos textiles. Des débris de pierres issus de vos mines ? Faites-en du papier.

Des algues à profusion ? Extrayez-en les fibres textiles et servez-vous des résidus pour nourrir bétail et volaille (voir cases). Une tonne de marc de café sans valeur permet ainsi de fabriquer un produit de 5 000 dollars. Et cela génère des emplois localement tout en évitant le transport.

## **Imiter les écosystèmes**

Le modèle de l'économie bleue tente en outre d'imiter autant que possible les écosystèmes. "Si nous avons des réserves



**Le modèle de l'économie bleue tente en outre d'imiter autant que possible les écosystèmes.**

*d'eau alcaline qui conviennent parfaitement à l'élevage d'algues spirulines, nous nous en servons: la réunion des conditions propices à une bonne culture nécessite dans ce cas une infrastructure très réduite."*

## **Des cycles durables**

L'économie bleue est apparentée au concept "du berceau au berceau" (*cradle to cradle*), mais va plus loin encore. Dans le système "du berceau au berceau", toutes les matières sont réutilisées en

permanence, en cycles, tant biologiques que techniques. Il n'y a plus de déchets.

*"Nous éliminons du cycle les matières non durables. Oui, il est possible de recycler le papier, mais celui-ci est fait à partir d'arbres, qui doivent être abattus. N'est-il pas possible de choisir une voie plus durable ? Bien sûr que si. Mettons à profit les débris de pierres dont regorgent les mines.*

## **Succès dans les pays en développement**

Les idées de Pauli séduisent principalement les pays en développement. Ces vingt dernières années, le Belge a exécuté 187 projets, dont 90 % dans les pays en développement. "Chez nous, il est toujours question d'études de faisabilité et de business models, on parle, on parle... Mais dans le Sud, on agit ! Si, au Zimbabwe, nous expliquons à la population qu'il est possible de cultiver des champignons à l'aide de marc de café, au bout d'un mois, elle s'est mise à l'ouvrage !"

Même le regard sur l'étude scientifique diffère. "Dans les pays industriels, on part d'un modèle théorique, à partir duquel on teste des hypothèses, pour tenter d'augmenter l'output. Dans le Sud, la recherche de solutions pour des problèmes urgents passe par la réalisation de nouvelles affaires, fondées sur la réalité."

Des pans entiers des connaissances traditionnelles du Sud ont disparu, de par l'intervention des Occidentaux. Ainsi, il y a 50 ans, les mères vivant au bord du lac Tchad enduisaient la bouche de leurs enfants d'une couche de substance visqueuse verte nourrissante, l'algue spiruline, issue du plan d'eau. Aujourd'hui, c'est

**Dans la nature, tout ne demande qu'à grandir, mais un arbre n'atteindra jamais les mille mètres.**

impossible, car le lac est pollué et asséché en raison d'une irrigation excessive des terres alentour. Deux générations plus tôt, la population africaine mangeait encore des champignons de la nature, pour se nourrir et se soigner. Une habitude qui a disparu aujourd'hui, à cause de l'influence de la cuisine occidentale, de la déforestation et de l'aménagement de plantations (et de l'utilisation de fongicides).

Pauli commence par réaliser des cases, des actions concrètes qui portent leurs fruits. Ces cases peuvent ensuite être approfondies du point de vue scientifique, plutôt que de se lancer dans de nombreuses études en laboratoire avant d'entreprendre quoi que ce soit.



© ipsnews.net

Le Belge Gunter Pauli a été président et copropriétaire d'Ecover, le fabricant belge de détergents biodégradables, jusqu'en 1993. Il a quitté la société quand il s'est rendu compte que la demande d'huile de palme entraînait la destruction de la forêt tropicale indonésienne. Depuis lors, il plaide de par le monde pour l'économie bleue, du nom de la couleur de notre planète. Son livre, *L'économie bleue*, a été traduit en 38 langues.

## QUELQUES ACTIONS CONCRÈTES ("CASES"):



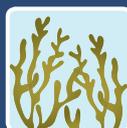
### Marc de café

Grâce au marc de café, dont des millions de tonnes sont disponibles, il est possible de cultiver des champignons, qui sont une bonne source de protéines. L'excédent peut être utilisé comme ingrédient de l'alimentation pour le bétail et les chats. Le marc de café est aussi un excellent désodorisant pour le textile. Premier projet en 1995 en Colombie. Actuellement: 500 entreprises.



### Spiruline

La spiruline, une algue très nourrissante, peut être cultivée dans les endroits où l'eau alcaline est disponible naturellement. Elle permet de lutter contre la sous-alimentation. Projets au Brésil depuis 1996.



### Alginates issus du varech

Il est possible d'extraire des alginates présents dans le varech pour en faire des fibres textiles très résistantes à l'usure. Une excellente solution durable alternative au coton. Les résidus de varech peuvent être utilisés dans l'alimentation pour bétail et volaille. Solution idéale en Indonésie, paradis du varech. Projet pilote lancé en 2010 à Qingdao, en Chine.



### Papier fabriqué à partir de débris de pierres

Les débris de pierres – les mines en ont à foison – peuvent être mis à profit pour faire du papier, un procédé bien plus durable que l'utilisation d'arbres. La Chine a ouvert la première usine à Benxi City (Shenyang) en 2013.



### Chardons aux multiples usages

L'Union européenne paie les agriculteurs pour qu'ils laissent leurs terres en friche. Des chardons poussent sur celles-ci. À partir de ces plantes, on peut fabriquer des désherbants, des polymères pour le plastique et des lubrifiants pour les machines agricoles.

En 2014, Novamont a ouvert en Sardaigne la première bioraffinerie de chardons, dont Pauli est président. Une installation dans laquelle 540 millions d'euros ont été investis.



### "Replanter" des coraux

85 % des coraux sont soumis à un stress environnemental. Cependant, il est possible de les "replanter". Ainsi, à Bonaire (Antilles néerlandaises), il existe vingt sites dans lesquels on remplace des coraux. Les touristes disposant d'un brevet de plongée peuvent participer à ce remplacement. Le projet crée des emplois et attire l'argent de l'industrie du tourisme au bénéfice de la population locale.

## Quels sont nos vrais besoins?

L'économie bleue se préoccupe uniquement des besoins fondamentaux, à savoir une alimentation saine, l'eau, le logement, les soins de santé, l'énergie. Tant que les besoins fondamentaux de l'ensemble de la population mondiale n'ont pas été satisfaits, l'économie doit continuer à croître. *"Mais la question que nous devons nous poser est la suivante : quels sont nos vrais besoins ? Dans la nature, tout ne demande qu'à grandir, mais un arbre n'atteindra jamais les mille mètres. Il connaît ses limites, contrairement à nous, visiblement."*

Le rôle des pouvoirs publics devrait être limité. *"Néanmoins, si chacun a le désir d'amasser autant que possible et si le plus gros ego domine, alors l'État doit redistribuer."*

Le Bhoutan est un exemple très inspirant. Le pays s'est interrogé sur ce qui faisait le bonheur d'une communauté et connaît désormais ses vrais besoins.

## Rêver comme des enfants

L'État et les parents devraient entre autres veiller à ce que leurs enfants imaginent qu'ils peuvent faire bien mieux que leurs parents. *"Donnez-leur la liberté scientifique et l'intelligence émotionnelle de développer des visions iconoclastes."*

Notre société Européenne nous a apporté trop de facilités. *"Nous plaçons notre argent sur un compte en banque et attendons que le dépôt augmente. Mais on ne fait pas de l'argent avec de l'argent : épargner consiste à investir, investir revient à prendre des risques, des risques que l'on prend pour améliorer les choses. Une logique que nous avons perdue de vue."*

CHRIS SIMOENS



ONLINE

[www.gunterpauli.com](http://www.gunterpauli.com)  
[www.zeri.org](http://www.zeri.org)

PAIX ET DÉVELOPPEMENT DANS LES GRANDS LACS :

# LA BELGIQUE s'engage!



En octobre dernier, le ministre de la coopération au développement venait rendre compte de la coopération belge et de sa volonté d'accompagner la relance des Kivu auprès du parlement congolais.

© DGB/E.Pirsoul

**Pas de prospérité sans paix. Ni de paix sans prospérité. C'est le cercle vertueux qui sous-tend le plan de relance pour les Grands Lacs proposé par la Belgique. Tout d'abord, créer des dividendes de paix dans les provinces du Nord et Sud Kivu. Ensuite, financer des projets de développement qui renforcent les liens entre les économies des pays des Grands Lacs. Un plan qui vient en sus de la coopération belge dans le reste de la RD Congo.**

### Instabilité de toute une région

Les provinces du Nord et du Sud Kivu, situées à l'Est de la RD Congo, étaient auparavant un modèle d'auto-développement. Mais 10 années d'un conflit mené par des milices rebelles contre les troupes gouvernementales et la population ont détruit en profondeur les structures sociales et économiques. Les milices (CNDP, FDLR, Mai-Mai, et plus récemment M23) terrorisent la population : tueries, tortures, enrôlement forcé d'enfants, viols systématiques et particulièrement cruels des femmes et des filles. Les conséquences sont désastreuses :

déplacement de population, pauvreté, destruction du tissu social, difficultés pour l'Etat central à jouer son rôle, mais aussi stagnation de l'économie et recul des investissements. La coopération belge - dont le premier partenaire est la RD Congo - n'était plus présente dans les deux Kivu en raison de cette guerre. *"Dans un pays en guerre, on fait de l'humanitaire, pas de la coopération"*, explique P.Detheux, le conseiller du ministre de la coopération, JP. Labille.

### Un contexte en mouvement

En décembre 2012, l'armée congolaise subit une défaite devant les armées rebelles à Goma. L'ONU décide alors de s'engager d'avantage en proposant aux acteurs régionaux un accord afin de répondre aux causes profondes de la crise. L'Accord-cadre d'Addis Abeba est ainsi conclu en février 2013 entre 11 pays de la région. Le document décrit l'engagement de la RD Congo (réforme de la sécurité) et impose la non-ingérence des pays de la région sur le territoire congolais. Un mécanisme régional est ainsi mis en place. Par ailleurs, l'ONU renforce le mandat de la brigade de la Monusco (Casques bleus des Nations Unies) et nomme Mary Robinson envoyée spéciale des Grands Lacs. Pour compléter le tout, la Banque Mondiale promet une enveloppe d'un milliard de dollars qui serait consacrée aux travaux régionaux d'infrastructure et d'énergie comme "dividendes de paix".

### L'engagement belge et international

Pour les bailleurs, il était important de s'insérer dans la brèche d'espoir qu'offrent les accords conclus à Addis Abeba. Selon le Ministre belge de la coopération, *"La Belgique a l'obligation morale d'agir"*, en raison des liens historiques entre les deux pays et de la position stratégique de la RD Congo. La Belgique contribuera à ces "dividendes de paix" à l'aide d'une enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros. Pour le conseiller du Ministre, *"Il faut des 'quick wins' : montrer que la paix est meilleure que la guerre et donner du travail aux démobilisés"*. Trois secteurs d'interventions sont considérés : l'eau potable, l'hydro-électricité, et enfin les routes. Mais la Belgique seule n'ira pas loin, c'est pourquoi elle tente de convaincre les autres bailleurs de la RDC de se regrouper et de s'entendre sur un plan d'actions commun, en commençant par l'Union européenne.

### Espoirs...

Probable conséquence positive de l'accord de non-ingérence : en novembre 2013, l'armée congolaise obtenait sa première victoire. La milice M23 déposait les armes. Un succès important car il donne un regain de confiance à la RD Congo dont les prochains défis sont de taille dans l'Est du pays. Vraisemblablement, elle pourra compter sur l'accompagnement de la Belgique - et de la communauté internationale - dans ses efforts.

ELISE PIRSOU



## Besoin urgent d'une citoyenneté mondiale

Les 20 et 21 novembre dernier, quelques 200 personnes venues des quatre coins d'Europe se sont réunies au Palais d'Egmont pour en apprendre plus sur l'éducation au développement. PULSE, la plateforme de recherche sur l'assise sociétale pour la coopération au développement, co-organisait cet événement. La DGD finance en effet PULSE via le Conseil interuniversitaire flamand.

**L**e thème du colloque était "L'équité globale via la citoyenneté mondiale". En effet, pour le secrétaire général des NU, Ban Ki-moon, la citoyenneté mondiale devrait être un pilier essentiel pour un véritable développement durable. Mais comment l'atteindre? Devons-nous aller plus loin qu'apporter de la connaissance et la compréhension et passer à l'action politique? Et avons-nous besoin d'un autre modèle de développement qui miserait moins sur le profit mais davantage sur le vivre ensemble?

À défaut de trouver toutes les solutions, le congrès avait pour but de poser ces questions et de faire un échange d'expériences. Tous s'accordent à dire que les participants ont la ferme volonté d'œuvrer pour un monde plus équitable. Bien conscient de la complexité de la mission, un autre co-organisateur, le forum européen sur l'éducation au développement DEEEP a plaidé pour la mise sur pied d'un mouvement citoyen. **c.s**

Plus d'info sur [movement.deeep.org](http://movement.deeep.org)  
et [www.pulse-oplatform.com](http://www.pulse-oplatform.com).

## Prolongation de la coopération avec l'Algérie

**U**ne Commission Mixte de Coopération au Développement Algérie-Belgique s'est tenue le 10 décembre 2013 à Alger. La réunion a abouti à l'approbation d'un programme de coopération approuvé pour 2014-2017 de 20 millions d'euros. Le programme se concentrera d'une part sur l'amélioration du fonctionnement de la filière "gestion des déchets" gérée par les services et agences dépendant du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et, d'autre part, sur les besoins en formation liés à la problématique de l'environnement des Ministères des Transports, de la Santé et des Ressources en Eau. La délégation belge en a profité pour visiter le Centre National d'Études, d'Information et de Documentation sur la Famille, la Femme et l'Enfance, récemment inauguré et qui a été en partie financé par la Belgique.

### ARRÊT SUR IMAGES

**"École 2.0 & citoyenneté mondiale: une rencontre créative"**

### ANNONCER LA COULEUR

Le 25 novembre dernier, Annoncer la Couleur-Kleur Bekennen organisait au Palais d'Egmont la conférence "École 2.0 & citoyenneté mondiale (ECM): une rencontre créative". Enseignants, animateurs, éducateurs de jeunes et membres d'organisations d'ECM ont été nombreux à participer à cet événement afin d'explorer le matériel éducatif numérique existant et ses opportunités pédagogiques.

18 ateliers se sont enchaînés au cours de la journée autour de divers thèmes mêlant "école 2.0" et "citoyenneté mondiale": Le numérique passe les frontières / Sortir du labyrinthe du droit d'auteur / Ils nous en parlent / Le numérique à l'école en pratique. Atelier après atelier, mêlant théorie et pratique, les intervenants ont transmis avec motivation leurs expériences, inspiré et donné envie de tester encore et encore les outils numériques dans les pratiques quotidiennes.

Voici venu le temps de partager l'inspiration glanée au cours de cette journée et de prolonger la réflexion en vue de mettre le numérique au service de la créativité pédagogique:

- Découvrez le **compte-rendu en images** de cette conférence sur le site d'Annoncer la Couleur: [www.annoncerlacouleur.be](http://www.annoncerlacouleur.be)
- Suivez sur **Scoop.IT > Annoncer la Couleur / Kleur Bekennen** les derniers "scoops" en la matière
- **Envie de partager "vos" inspirations numériques?** Contactez Marie Vanhauw - Collaboratrice au matériel éducatif Annoncer la Couleur: [marie.vanhauw@btctcb.org](mailto:marie.vanhauw@btctcb.org)

## Eurobaromètre spécial "Aide au développement de l'Union européenne"

# 69%

des citoyens européens européens estiment qu'aider les pays en voie de développement est bon pour l'Union européenne et bénéfique pour ses citoyens. C'est l'enseignement principal qui ressort de l'Eurobaromètre spécial "Aide au développement et Objectifs du Millénaire pour le Développement" qui a été présenté lors des dernières Journées européennes du Développement.

O n y apprend également que malgré les difficultés économiques, les citoyens européens sont désormais plus nombreux à accepter de payer plus cher pour des produits, y compris d'épicerie, qui soutiennent les pays en développement. Dans le même temps, 83 % des répondants estiment qu'il est important d'aider les populations des pays en voie de développement et 61 % d'entre eux sont d'avis que l'aide devrait être augmentée.

M. Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, a ainsi déclaré: "Pour aller de l'avant, nous devons nous serrer les coudes – la communauté internationale devrait s'entendre sur un programme commun poursuivant des objectifs ambitieux en matière d'éradication de la pauvreté et de développement durable. L'enquête publiée à ce jour nous adresse un message clair: les Européens sont prêts à fournir leur part d'effort".

MW

## EXPLORATION DU MONDE présente "Les Grands Parcs de l'Est - Congo Nature",

un film réalisé et présenté par Tanguy Dumortier et Philippe Lamair.



De la naissance d'un volcan au silence de la haute montagne. Des prédateurs carnassiers aux gorilles végétariens. Des forêts de bambous aux vastes étendues de savanes. Des plus grands mammifères jusqu'aux minuscules caméléons. Cette région abrite presque toutes les merveilles du continent africain.

En salle du 1<sup>er</sup> février au 03 avril 2014

Dates & lieu sur [www.explorationdumonde.be](http://www.explorationdumonde.be)

Infos & réservations:

02/648.38.10 ou [bureau@explorationdumonde.be](mailto:bureau@explorationdumonde.be)



## FILLES-MÈRES: une situation inacceptable

Dans son 'State of the World Population' 2013, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) porte son attention sur les filles-mères. Dans les pays en développement, 20.000 filles de moins de 18 ans accouchent chaque jour. 9 de ces accouchements sur 10 sont issus d'un mariage ou d'une union libre. Chaque année 70.000 adolescentes meurent de la suite d'une grossesse et 3,2 millions d'avortements sont pratiqués dans des conditions dangereuses sur des adolescentes. Cela est clairement inacceptable, pour le FNUAP. C'est surtout la scolarisation des filles qui pourrait entraîner un changement important.



ONLINE

[www.unfpa.org](http://www.unfpa.org)

# AUX JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT, la Belgique plaide pour le droit à la santé

Organisées par la Commission européenne, les Journées européennes du Développement constituent le premier forum européen où l'on débat des questions et enjeux de la coopération au développement. Le thème de l'édition 2013 portait sur le **cadre de développement post-2015**. En effet, près de 15 ans après l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la communauté internationale s'attelle à définir un nouveau cadre de développement post-2015, en tenant compte des nouveaux défis planétaires.

La Belgique joue un rôle actif dans ce débat pour que le nouveau cadre soit ambitieux, cohérent, universel et fondé sur les Droits humains. C'est dans ce cadre que la Coopération belge y a organisé un brainstorming dédié au droit universel à la santé et aux soins



de santé. Notre pays estime en effet que le développement d'un système de santé efficace et durable est le meilleur moyen de réaliser ce droit. Les discussions ont abouti à des propositions concrètes qui alimenteront les contributions de l'Union européenne au débat sur le cadre post-2015. Pour plus d'info sur le débat post-2015 voir p. 28-29.

MW



**ONLINE**  
[eudevdays.eu](http://eudevdays.eu)

## LE SUD À VOTRE PORTE

**EMPRUNTEZ GRATUITEMENT LES  
EXPOSITIONS DE LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**

**Vous voulez plonger votre classe ou votre association en plein Sud,** lors d'une journée 'Le monde en classe' ou d'une activité d'un mouvement de jeunes.

**Vous travaillez dans le secteur public, pour une association, une école, une entreprise ou une ONG.**

**Vous cherchez des images et des textes sur un thème mondial :** l'eau, le changement climatique, la désertification, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la biodiversité, les *Objectifs du Millénaire*, les forêts au Congo...

**Empruntez gratuitement les expositions et le stand interactif** de la Coopération belge au développement. Nous vous apportons le matériel et l'installons pour vous.

**Vous trouverez toute information sur [www.dg-d.be](http://www.dg-d.be).**



En haut à gauche, Michel Sidibé, directeur d' ONUSIDA.

## SIDA: L'Objectif Zéro pas encore atteint



**Des progrès importants ont été engrangés dans la lutte contre le HIV/sida. Tel était le message de Michel Sidibé, directeur exécutif du programme ONUSIDA et sous-secrétaire général des Nations unies, lors d'une consultation bilatérale entre la Belgique et l'ONUSIDA le 15 octobre 2013.**

**L**es avancées scientifiques dans la mise au point de tests de dépistage et de médicaments bon marché et simples à l'emploi et l'importante mobilisation de fonds ont permis des progrès encore inimaginables il y a dix ans. Mais des défis persistent. La dépendance des pays aux financements extérieurs reste trop importante malgré l'augmentation sensible de la mobilisation des ressources domestiques. Le sursaut de l'épidémie en Europe orientale et en Asie centrale, les difficultés à atteindre certains groupes marginalisés ainsi que la fragilité du système de fourniture et de développement de médicaments restent des contraintes importantes dans l'atteinte de l'Objectif Zéro d'ici 2015 (Zéro infection, Zéro décès lié au sida, Zéro discrimination).

Le programme ONUSIDA, qui repose sur les efforts de onze institutions onusiennes, cherche plus d'efficacité en ciblant mieux les investissements. Parallèlement l'ONUSIDA continue inlassablement son combat politique contre les discriminations et les atteintes aux droits humains, obstacles permanents à l'atteinte des groupes les plus vulnérables.

Michel Sidibé est le successeur de notre compatriote le Dr Piot, dont il fut le bras droit durant plusieurs années.

De 2013 à 2015, la Coopération belge au développement financera le programme ONUSIDA à hauteur de 14,5 millions d'euros.

# Parenthèse béninoise

## SÉJOURS DE RUPTURE POUR ADOLESCENTS EN GRANDE DIFFICULTÉ

### EXPOSITION DE PHOTOS

Le projet Cap Solidarité permet à des adolescents, âgés de 16 à 18 ans, en situation de décrochage scolaire ou social, d'opérer une coupure avec leur milieu et fonctionnement habituels et de vivre une expérience sociale et culturelle dans des villages traditionnels béninois. Depuis la création du projet en novembre 2008, une centaine de jeunes ont été pris en charge par l'asbl Amarrage qui travaille uniquement sous mandat du Service d'Aide à la Jeunesse, du Service de Protection Judiciaire ou du Tribunal de la Jeunesse.

L'objectif de l'action est de permettre au jeune de se remobiliser sur un projet personnel, de se reconstruire, de s'investir socialement et de reprendre confiance en lui afin qu'il puisse à son retour envisager son avenir différemment.

La photographe Catherine Rombouts a immortalisé le quotidien des jeunes au sein de leur communauté d'accueil. Une exposition reprenant une vingtaine de clichés sera visible dans les locaux de la CTB.

**DU 3 AU 28  
FÉVRIER 2014**

**CTB**

Rue Haute 147  
1000 BRUXELLES

*Jours ouvrables de 8 à 17 h*



ROYAUME DE BELGIQUE

Service public fédéral

Affaires étrangères,

Commerce extérieur et

Coopération au Développement

**DGD - DIRECTION GÉNÉRALE  
COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT  
ET AIDE HUMANITAIRE**

Rue des Petits Carmes 15 • B-1000 Bruxelles  
Tél. +32 (0)2 501 48 81

E-mail : [info.dgd@diplobel.fed.be](mailto:info.dgd@diplobel.fed.be)  
[www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be) • [www.dg-d.be](http://www.dg-d.be)